

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

LES JEUNES AU MAROC

Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : analyse des résultats

Fadma Ait Mous
Octobre 2023



Les principaux résultats de cette étude démontrent que malgré les différents problèmes auxquels les jeunes sont confronté.es (chômage, insécurité sociale, etc.), ils/elles sont dans l'ensemble satisfait.es et confiant.es dans leur situation actuelle.



Les réponses des jeunes confirment la persistance de l'institution familiale comme valeur et comme lieu de support et de ressources. Les liens forts qu'elle assure aux jeunes leur garantissent une véritable assurance face aux aléas de la vie.



Le rapport des jeunes à la politique est très faible. Ils/elles ont une perte de confiance dans les institutions politiques partisanes et gouvernementales, ne sont pas enclins au vote électoral. Cependant, les jeunes s'investissent dans autres domaines d'action politique non-conventionnels.



LES JEUNES AU MAROC

Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : analyse des résultats



Cette étude essaye à informer les politiques publiques à partir des besoins et aspirations exprimés par les catégories de jeunes concernées, et dans leurs territoires. En réalisant des enquêtes pour suivre dans le temps l'évolution des perceptions et des aspirations des jeunes au Maroc, elle donne à voir les dynamiques et les constantes. Les principaux résultats de cette étude démontrent que malgré les différents problèmes auxquels les jeunes sont confronté.es (chômage, insécurité sociale, etc.), ils/elles sont dans l'ensemble satisfait.es et confiant.es dans leur situation actuelle.



Les réponses des jeunes confirment la persistance de l'institution familiale comme valeur et comme lieu de support et de ressources. Les liens forts qu'elle assure aux jeunes leur garantissent une véritable assurance face aux aléas de la vie. Mais l'enquête révèle également des dynamiques d'individualisation de plus en plus visibles. Les jeunes sont de plus en plus décidé.es à faire des choix concernant leurs vies (choix du partenaire, planification familiale, religiosité, etc.) qui révèlent ainsi une émancipation des modèles dominants (matrimoniaux, face aux anciennes générations).



Le rapport des jeunes à la politique est très faible. Ils /elles ont une perte de confiance dans les institutions politiques partisanes et gouvernementales, ne sont pas enclins au vote électoral. Cependant, les jeunes s'investissent dans autres domaines d'action politique non-conventionnels (réseaux sociaux, pétitions, boycott, travail associatif et de proximité, etc.) où ils/elles trouvent un rôle et une place ainsi que la reconnaissance de leurs compétences. Ceci engendre une soif de participation et d'autonomisation chez les jeunes qui espèrent avoir les ressources nécessaires afin de faire leurs choix de vie.

Pour plus d'informations:

<https://mena.fes.de/fr/projets/etude-jeunesse>

<https://maroc.fes.de>

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

LES JEUNES AU MAROC

Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient
et en Afrique du Nord : analyse des résultats

Table des matières

1	INTRODUCTION	2
2	MÉTHODOLOGIE	4
2.1	Échantillonnage et collecte des données	4
2.2	Caractéristiques des répondant.es	4
3	SATISFACTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE	8
4	LA FAMILLE : VALEUR ET SUPPORT DE SÉCURITÉ	11
5	LA RELIGIOSITÉ ENTRE SPHÈRE PRIVÉE ET VIE PUBLIQUE	15
6	SOCIABILITÉS, RELATIONS DE GENRE ET INTERGÉNÉRATIONNELLES	17
7	DROITS PERSONNELS ET PERCEPTIONS DE L'INÉGALITÉ	20
8	EXPÉRIENCES PERSONNELLES : CHANGEMENTS, ANXIÉTÉS, CRISES ET LIEUX DE STABILITÉ	21
9	ASPIRATIONS ET PERCEPTIONS POUR L'AVENIR	24
10	LE RAPPORT À LA POLITIQUE : ENTRE ENGAGEMENT POLITIQUE ET CIVIQUE	27
11	CONCLUSION	34
	Bibliographie	36
	Liste des figures.....	37

1

INTRODUCTION

Au Maroc, les jeunes représentent aujourd’hui plus du quart de la population globale. Au cœur des mutations sociales et politiques, les jeunes suscitent un grand intérêt politique et institutionnel, notamment depuis les événements dudit « Printemps Arabe » dans lesquels les jeunes ont joué un rôle de premier plan. Considéré.es comme « une aubaine démographique, un acteur de développement économique et social et un levier pour la création de la richesse » (CESE 2018) , voire une problématique sociétale à relever, leurs vécus démontrent cependant un immense mal-être et beaucoup de difficultés à trouver leur place dans la société (CESE 2018).

La transition vers l’âge adulte est marquée par plusieurs vulnérabilités auxquelles les jeunes sont confrontés (éducation, emploi, sécurité sociale, expression et participation, etc.). Selon l’Observatoire national du développement humain (ONDH) qui a consacré son rapport de 2021 à la jeunesse marocaine (ONDH 2021), les jeunes du Maroc aspirent à une autonomie économique, une meilleure offre d’éducation et de formation ainsi qu’à l’amélioration des systèmes de santé et de protection sociale. Les problèmes structurels auxquels ils/elles font face ont été grandement accentués par la crise sanitaire de la Covid-19 et la crise économique. L’Observatoire considère cette frange de la population comme « un capital humain appelé à être valorisé dans la dynamique économique et sociale » et outre sa valorisation, il s’agit surtout de lui assurer une pleine insertion économique et sociale et une participation active dans la vie publique.

Dans un monde en perpétuelle mutation, où risques et imprévus défient les ressources existantes, les différentes catégories de jeunes (diplômé.es, NEET (ni en éducation, ni en emploi, ni en formation (CESE 2018), urbain.es, ruraux/rurales, femmes, hommes, etc.), continuent à défier les politiques publiques, la connaissance sociologique et l’horizon sociétal pour définir ensemble leur place dans la société et l’économie du pays.

C’est dire que les jeunes au Maroc sont au cœur des préoccupations politiques et sont largement présent.es dans l’agenda politique et gouvernemental. Plusieurs programmes, stratégies et actions leurs sont ainsi dédiés, et ce

depuis des décennies. La création du Conseil National de la Jeunesse et de l’Avenir en 1991 a été le point de départ pour réfléchir sur la situation des jeunes et éclairer la décision politique. Les approches précédentes des politiques publiques se focalisaient sur l’adéquation entre formation et emploi, et par conséquent proposaient des programmes d’insertion des diplômé.es et des emplois privés formels. L’ampleur du chômage des jeunes et la diversification de leurs profils et de leurs besoins font que les dispositifs envisagés jusque-là peinent à être concluants.

Aujourd’hui, « Le cadre adopté dans les nouvelles orientations de politiques publiques au Maroc, considère la place des jeunes dans le sens de leur inclusion et de leur protection sociale au-delà de leur insertion professionnelle » (ONDH 2021). Dans ce cadre, l’article 33 de la Constitution de 2011 stipule : « Il incombe aux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures appropriées en vue de :

- étendre et généraliser la participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays ;
- aider les jeunes à s’insérer dans la vie active et associative et prêter assistance à ceux/celles en difficulté d’adaptation scolaire, sociale ou professionnelle ;
- faciliter l’accès des jeunes à la culture, à la science, à la technologie, à l’art, au sport et aux loisirs, tout en créant les conditions propices au plein déploiement de leur potentiel créatif et innovant dans tous ces domaines ».

Cette mise en exergue de la jeunesse comme priorité des politiques publiques s’accompagne d’une institutionnalisation via la création d’un Conseil consultatif de la jeunesse et de l’action associative. Ce dernier peine cependant à voir le jour malgré la promulgation de la loi qui le réglemente en 2018.

Au niveau gouvernemental, plusieurs stratégies ont été élaborées : la « nouvelle Stratégie nationale pour l’emploi 2015-2025 » ayant pour objectifs l’inclusion sociale des jeunes et des femmes dans l’emploi ; la « Stratégie nationale

intégrée de la Jeunesse 2015-2030 » qui vise à faire converger l'action de tous les secteurs du gouvernement envers les jeunes et ambitionne l'inclusion socioéconomique de toutes les catégories de jeunes ; la « Stratégie ministérielle pour la jeunesse » qui se base sur le diagnostic révélé lors des premières Assises de la Jeunesse en 2011 pour « accompagner les jeunes et favoriser leur intégration, sociale et économique, dans la société, tout en leur redonnant confiance dans les institutions » (ONDH 2021).

Ces textes institutionnels (constitution, stratégies et programmes) sont très ambitieux dans leurs missions et attentes : accroissement des opportunités économiques pour les jeunes, promotion de leur employabilité et leur accès aux services fondamentaux de base. Sur le terrain, la mise en pratique est confrontée aux problèmes de manque de coordination des différents acteurs ainsi qu'au déficit de continuité de l'action publique. « Les politiques publiques de jeunesse sont plus marquées par la faiblesse des infrastructures existantes, le manque de ressources humaines qualifiées, la juxtaposition de dispositifs, la multiplicité des acteurs et l'emprise des politiques scolaires et du diplôme sur leurs trajectoires d'insertion socioprofessionnelle » (ONDH 2021).

Plus récent, le nouveau modèle de développement économique publié en 2021, a également mis les jeunes au centre de ses dispositifs : « Le développement du Maroc repose sur une jeunesse libre, épanouie, compétente, entreprenante, citoyenne qui s'accomplit, réalise ses potentialités, et contribue au développement de son pays ». En conséquence de cette centralité, l'axe stratégique insiste sur la volonté de « Favoriser l'inclusion et l'épanouissement des jeunes en multipliant les opportunités et voies de participation » (Commission Spéciale sur le Modèle de Développement CSMD 2021 : 121).

Les enjeux auxquels les jeunes font face sont également diagnostiqués dans le cadre du nouveau modèle de développement : les jeunes ont besoin de compétences adéquates en termes d'éducation et de formation pour accéder à des

opportunités d'avenir. De même, la question de l'emploi et leur insertion économique sont mis en exergue; tout comme l'inclusion sociale qui devrait passer par une sécurité sociale et sanitaire adéquate et une participation citoyenne et politique reconnue, et ce en leur garantissant des espaces d'expression et de prise d'initiative.

Si, dans le passé, les programmes des politiques publiques ont été réalisés dans une optique top-down, l'approche co-constructiviste, à partir des besoins et aspirations exprimés par les catégories de jeunes concernées, et dans leurs territoires, semblent les plus aptes à informer les politiques publiques. Le nouveau modèle de développement par exemple, a donné la parole aux jeunes, incluant leurs verbatims dans le document final, afin de mettre en avant ce besoin de prendre en considération la situation réelle des jeunes telle qu'ils/elles l'expriment et la vivent au quotidien. Le contexte actuel marqué par une forte demande de liberté, d'autonomisation et de reconnaissance légitime encore plus cette nouvelle approche à adopter. Une telle approche ne peut se concevoir sans une fine connaissance de la diversité des catégories de jeunes, de leurs vécus, de leurs pratiques et perceptions et surtout de leurs doléances et aspirations (Ait Mous/Kadiri 2021).

Cette étude menée par la Fondation Friedrich Ebert s'inscrit dans cette perspective. En réalisant des enquêtes pour suivre dans le temps l'évolution des perceptions et des aspirations des jeunes au Maroc, elle donne à voir les dynamiques et les constantes.

2

MÉTHODOLOGIE

La Fondation Friedrich Ebert (FES) considère la jeunesse comme un facteur décisif pour le développement démocratique dans la région MENA et souhaite renforcer leur potentiel pour initier des changements dans le monde de la politique et à travers la société. Sur la base des résultats d'une enquête à long terme, lancée en 2016 (Gertel/Hexel 2018 ; Hegasy 2018), la FES cherche à encourager l'engagement en faveur de la situation des jeunes dans la région MENA.

En 2021, la FES a lancé sa deuxième enquête représentative à grande échelle en Algérie, en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Maroc, en Palestine, au Soudan, parmi des réfugié.es syrien.nes au Liban, ainsi qu'en Tunisie et au Yémen. Avec ses 1.000 questionnaires approfondis par pays, l'étude FES MENA sur la jeunesse génère une grande base de données de réponses à environ 200 questions concernant le contexte personnel des personnes interrogées et leurs réponses à une variété de sujets.¹

2.1 ECHANTILLONNAGE ET COLLECTE DES DONNÉES

Pour des raisons de faisabilité, une méthode d'échantillonnage par quotas à l'échelle nationale a été choisie, ciblant un total de 1000 questionnaires par pays. Cette taille d'échantillon est considérée comme suffisante pour générer une représentation adéquate du groupe cible ainsi que des sous-groupes sociodémographiques et régionaux (par exemple, l'âge, le sexe, le niveau d'éducation).

Au Maroc, le bureau d'études responsable du travail de terrain et de l'échantillonnage est Integrate Consulting à Rabat. Le bureau dispose d'un ensemble de méthodes établies pour sélectionner les points d'échantillonnage et identifier les ménages éligibles à l'enquête, dans le but de rendre le processus de sélection aussi aléatoire que possible. L'objectif était de garantir, dans la mesure du possible, une répartition géographique des répondant.es conforme à la

population mère de l'enquête menée dans le pays concerné. Pour chaque zone géographique, la société d'études fournit une liste de points d'échantillonnage.

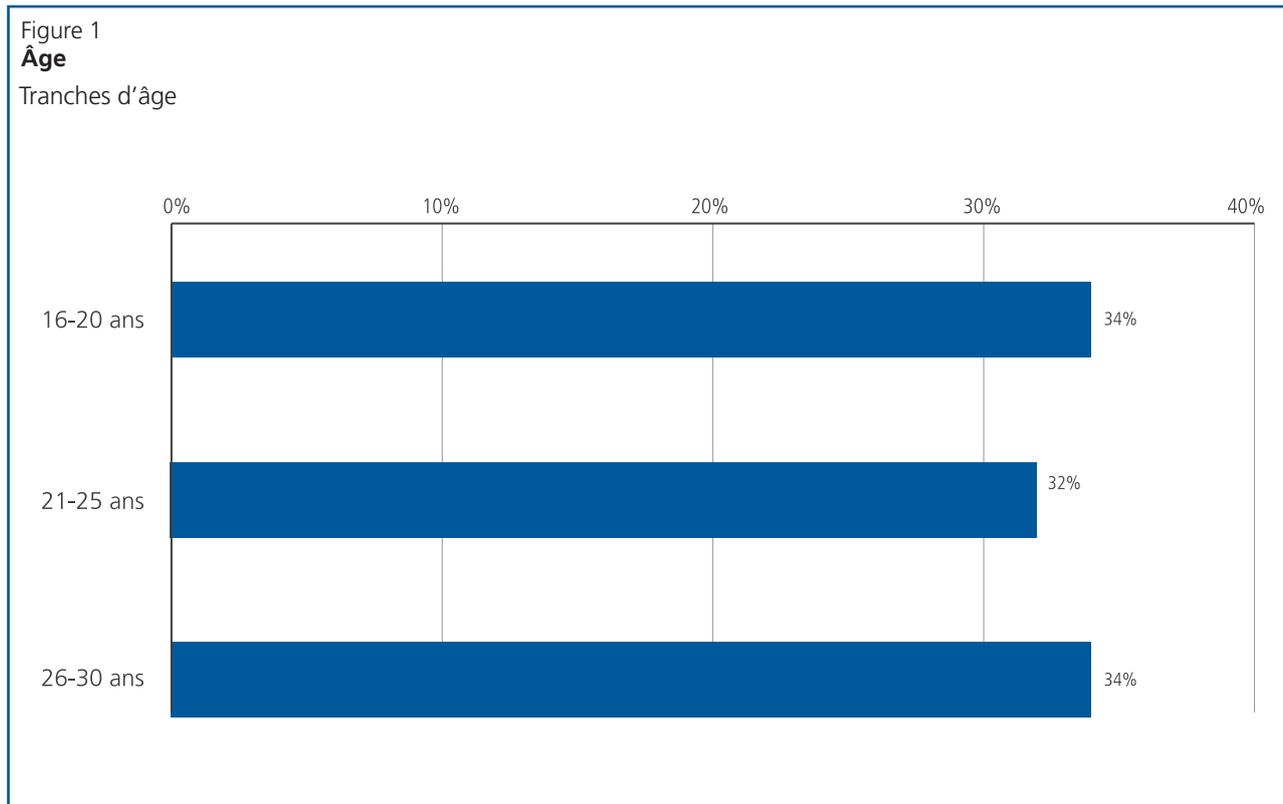
La phase de travail sur le terrain s'est déroulée entre septembre et novembre 2021. L'enquête a finalement touché 1000 Marocain.es âgé.es de 16 à 30 ans. Les questionnaires ont été administrés en la langue plus convenable à l'interlocuteur/trice (dialecte arabe local, tamazight, français). Leur passation a eu lieu au domicile des répondant.es ou dans des lieux publics tels que des cafés, des centres communautaires, etc. Il était primordial que les répondant.es se sentent à l'aise, et le lieu de l'entretien a donc été choisi en conséquence.

Les données ont été recueillies dans le cadre de questionnaires en face à face réalisés à l'aide de la technologie CAPI (entretien individuel assisté par ordinateur). Les données récoltées ont été transférées et stockées dans une base de données centrale. Pendant le travail sur le terrain, Kantar Public a procédé à la validation des données à l'aide d'ensembles de données intermédiaires via les syntaxes Excel et SPSS (logiciel de statistiques). En parallèle, Kantar Public et l'Université de Leipzig ont effectué la vérification finale et complète des données. Afin de garantir que la structure finale de l'échantillonnage reflète la structure de la population mère de l'enquête, les différences ont été éliminées par pondération factorielle. Les données de l'enquête ont été pondérées pour tous les groupes enquêtés en ce qui concerne les variables structurelles de l'âge, du sexe et de la région, sur la base des statistiques disponibles.

2.2 CARACTÉRISTIQUES DES RÉPONDANT.ES

L'étude a ciblé les jeunes âgé.es entre 16 et 30 ans. Bien que le terme de jeunesse désigne davantage un statut et une construction sociale (Bourdieu, 1984) qu'une tranche d'âge, il est important pour les besoins de comparaison de prendre en compte cette tranche d'âge. La comparaison concerne aussi bien les profils et situations des jeunes dans les autres pays couverts par l'étude, que la comparaison avec les résultats de l'étude de 2016.

¹ Pour plus d'informations sur l'Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord de la Fondation Friedrich Ebert : <https://mena.fes.de/fr/projets/étude-jeunesse>



En termes de résidence, la plupart des répondant.e.s habitent en milieu urbain (77% dans les grandes villes, 5% dans les petites et villes moyennes, contre 18% en milieu rural). Cette répartition donne à voir une image proche de la réalité, la résidence conditionne l'accès aux ressources et surtout aux services publics, aux espaces de loisirs. Les jeunes citadins semblent « privilégiés », comparés aux jeunes ruraux disposant de plus d'espaces aussi bien de services publics de base (formation, santé, mobilité, connexion, etc.) et de plus d'espaces de loisirs et de divertissement (sport, cinéma, cafés/ restaurants, magasins, etc.). La taille de la ville (grande, moyenne et petite), la classe sociale, le quartier de résidence, le genre sont autant de critères qui atténuent cet « avantage urbain » et engendrent des disparités entre les différents jeunes des villes pour l'accès, l'appropriation et la participation dans ces différents espaces et modes de vie urbains. Les jeunes citadins sont soit nés dans les villes, soit y sont arrivés dans l'espoir de se forger une vie meilleure. Les centres urbains sont perçus comme des espaces où l'on trouvera une bonne éducation, des services de base appropriés et un large choix d'emplois » (Ait Mous & Ksikes, 2021 : 353).

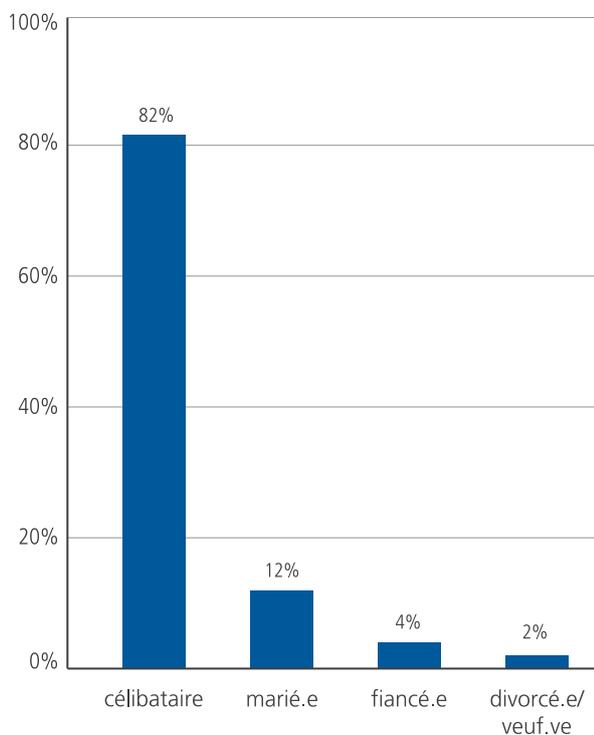
En ce qui concerne le niveau d'instruction, il diffère aussi selon les trois tranches d'âge. Dans la catégorie des 16-20 ans, 45 pour cent déclarent avoir un niveau moyen, 30 pour cent ont un niveau supérieur et 24 pour cent un niveau faible. Dans la catégorie des 21-25 ans, 37 pour cent ont un niveau d'éducation supérieur, 26 pour cent un niveau faible et 24 pour cent un niveau moyen. Enfin dans la catégorie des 26-30 ans, la moitié, soit 50 pour cent ont un niveau

d'instruction faible, 33 pour cent ont un niveau supérieur et 31 pour cent un niveau moyen.

C'est ainsi dans la tranche d'âge de 26 – 30 ans que l'on retrouve la grande part de ceux ayant un niveau d'instruction faible (50%). Pour jeunes des autres tranches d'âge, qui sont encore en cours de formation, les niveaux d'instruction peuvent évoluer.

Selon le statut actuel, 49 pour cent sont étudiant.es : à l'Université (pour 58%), à l'école (pour 29%) ou en formation professionnelle (pour 12%). En ce qui concerne le dernier diplôme obtenu, 63% ont un diplôme supérieur; 28% un diplôme moyen; huit pour cent un diplôme inférieur et deux pour cent sont analphabètes.

Figure 2
État civil



Le statut matrimonial des répondant.es est majoritairement le célibat (82%) et douze pour cent pour le mariage. La part du mariage/divorce concerne surtout la tranche d'âge des 26-30 ans.

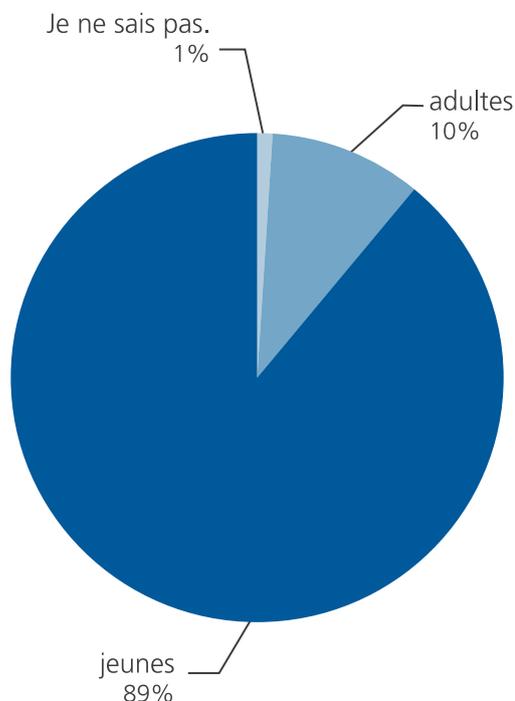
La jeunesse est une catégorie sociale aux contours mouvants. C'est aussi une construction sociale en évolution. Si la méthodologie de l'étude est d'abord basée sur une définition de la jeunesse par l'âge, une question a porté, dans le questionnaire de 2021, sur l'autodéfinition par les répondant.es. La réponse est variée selon les différentes variables considérées.

L'auto-perception ici montre le positionnement singulier des jeunes par rapport à l'âge, en se considérant majoritairement comme faisant partie du groupe des « jeunes ». C'est ainsi que 89 pour cent de répondant.es se considèrent appartenir à la catégorie des jeunes, contre uniquement dix pour cent à la catégorie des adultes et 1 pour cent ne sait pas. En termes de genre, ce sont les jeunes hommes qui se perçoivent plus comme des « jeunes » à raison de 91%, contre 86 pour cent pour les jeunes femmes.

Figure 3

Jeune ou adulte

Considères-tu appartenir au groupe des jeunes ou au groupe des adultes?



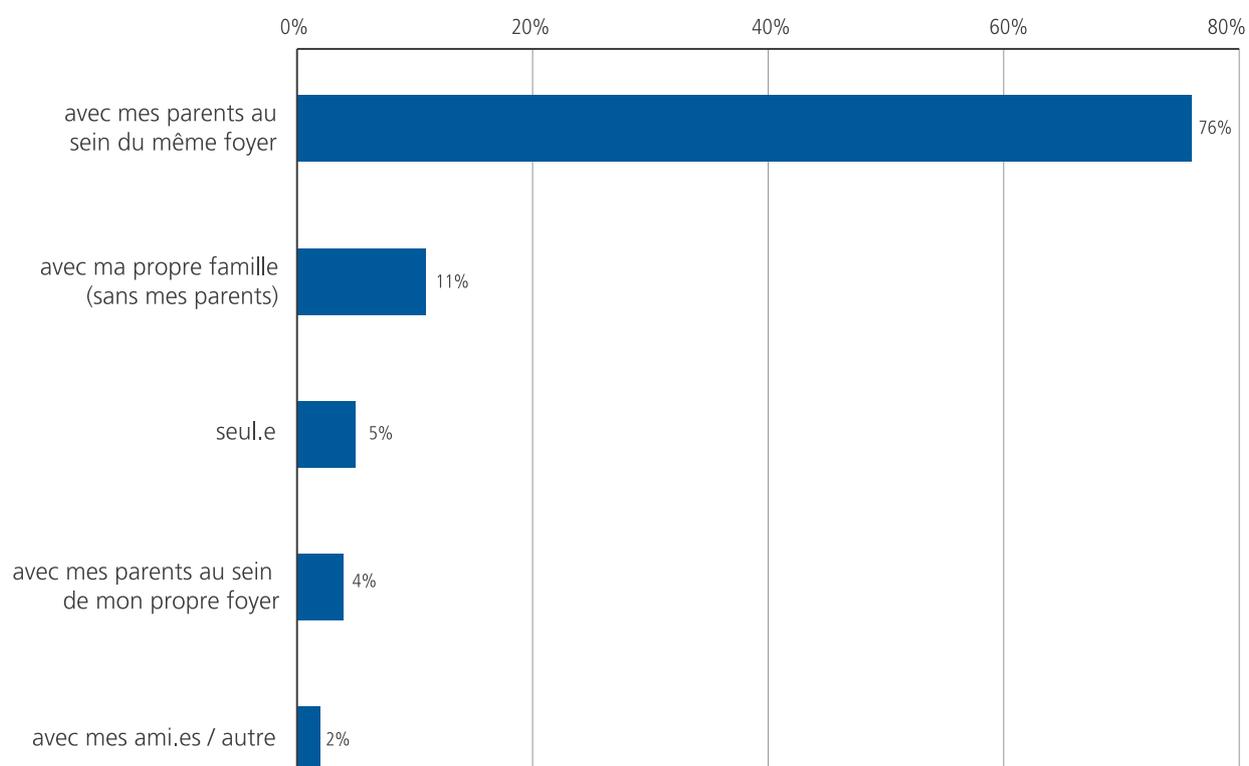
Plus on avance en âge, moins on se considère jeune : les répondant.es âgé.es de 26 à 30 ans se considèrent jeunes pour 78 pour cent contre 99 pour cent pour les 16 à 20 ans. En termes de situation matrimoniale, 0% des personnes mariées se considèrent comme des « adultes » et 60% sont encore des « jeunes » (contre respectivement 4% d'« adultes » et 96 % de « jeunes » parmi les jeunes célibataires) – avec des taux similaires chez les hommes et les femmes. Par ailleurs, ceux qui ont des enfants se répartissent à parts égales entre « adultes » (51 %) et « jeunes » (49 %).

En termes de niveau d'éducation, il ressort que plus on a un niveau supérieur plus on se considère jeune. Ainsi ceux/ celles ayant un niveau d'éducation faible se considèrent à raison de 23 pour cent dans la catégorie des adultes. Par ailleurs, en termes de résidence, il n'y a pas beaucoup de différence dans la perception.

Figure 4

Situation de vie

Quelle est ta situation de vie actuelle ?



Du point de vue des caractéristiques générales des jeunes enquêtés, l'étude révèle une dépendance par rapport aux structures familiales. En effet, la grande majorité vit avec les parents (80% au domicile des parents). Seulement onze pour cent vivent avec des partenaires sans les parents et cinq pour cent vivent seul.es.

3

SATISFACTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

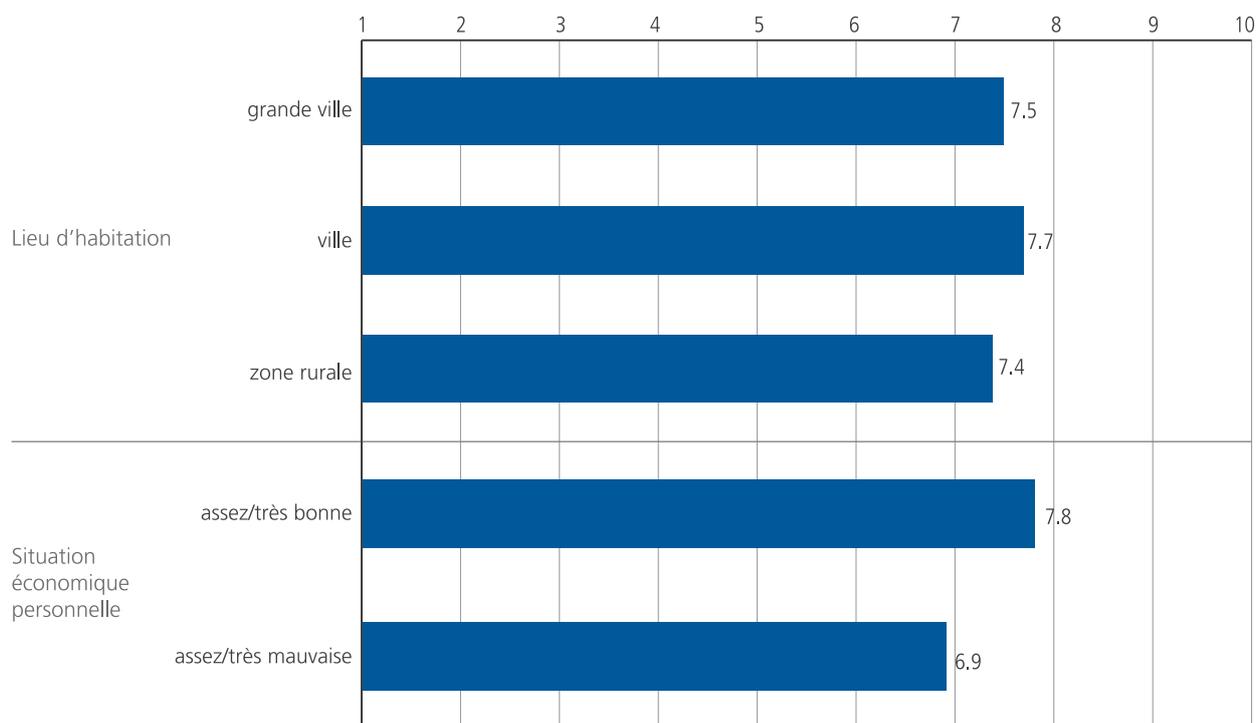
Les jeunes répondant.es sont globalement satisfait.es de leur situation concernant leur vie personnelle (7,4 sur une échelle allant de 1 à 10).

De même, ils/elles évaluent le degré de satisfaction globale des Marocain.es comme également satisfaisant (7,5 en moyenne), et ce malgré les crises et événements récents (la situation pandémique, la hausse des prix, le changement climatique, etc.)

L'explication de cette tendance de satisfaction globalement bonne est à chercher dans les réponses à d'autres questions en lien avec les différentes ressources dont dispose la famille

du/de la répondant.e ou lui/elle-même. Ainsi, cette satisfaction est fonction de la classe sociale à laquelle appartient la famille du/de la répondant.e, des ressources dont elle dispose (en termes de type d'habitat, propriété, revenus et accès aux services de base (eau potable, électricité, etc.) ainsi que de la disponibilité d'articles ménagers importants pour l'usage quotidien.

Figure 5
Satisfaction globale de la vie dans le pays
Comment évalues-tu la satisfaction de la vie de la société en général ?

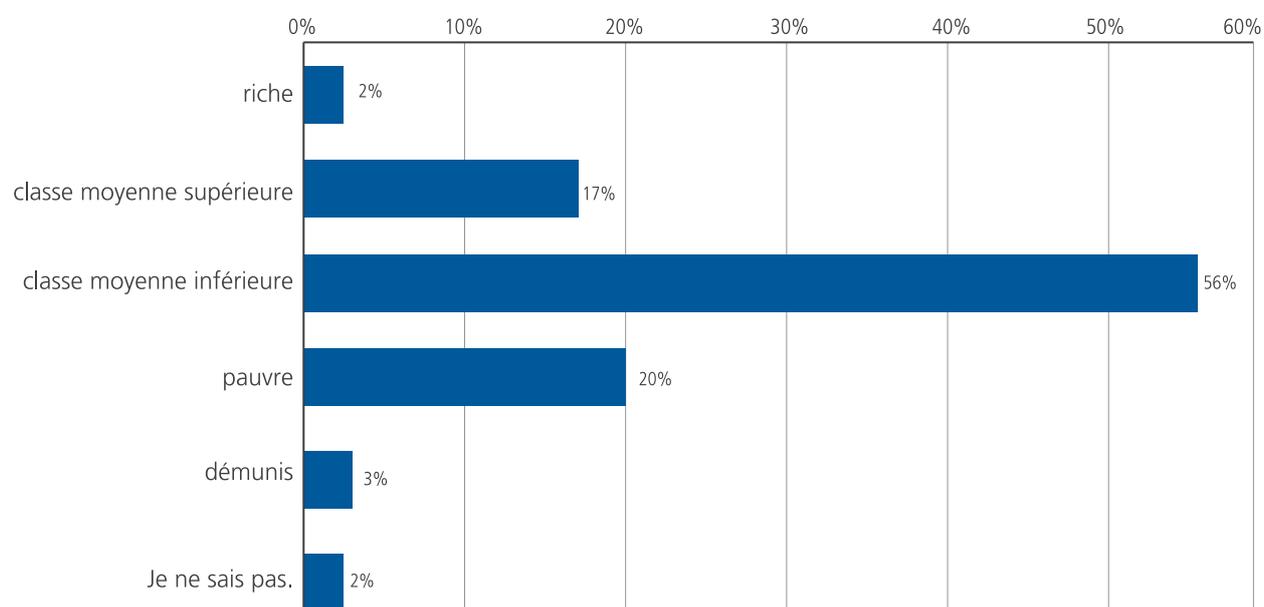


Échelle de 1 = pas du tout satisfait.e à 10 = très satisfait.e

Figure 6

Évaluation de la classe familiale

Comment positionnes-tu ta famille ?



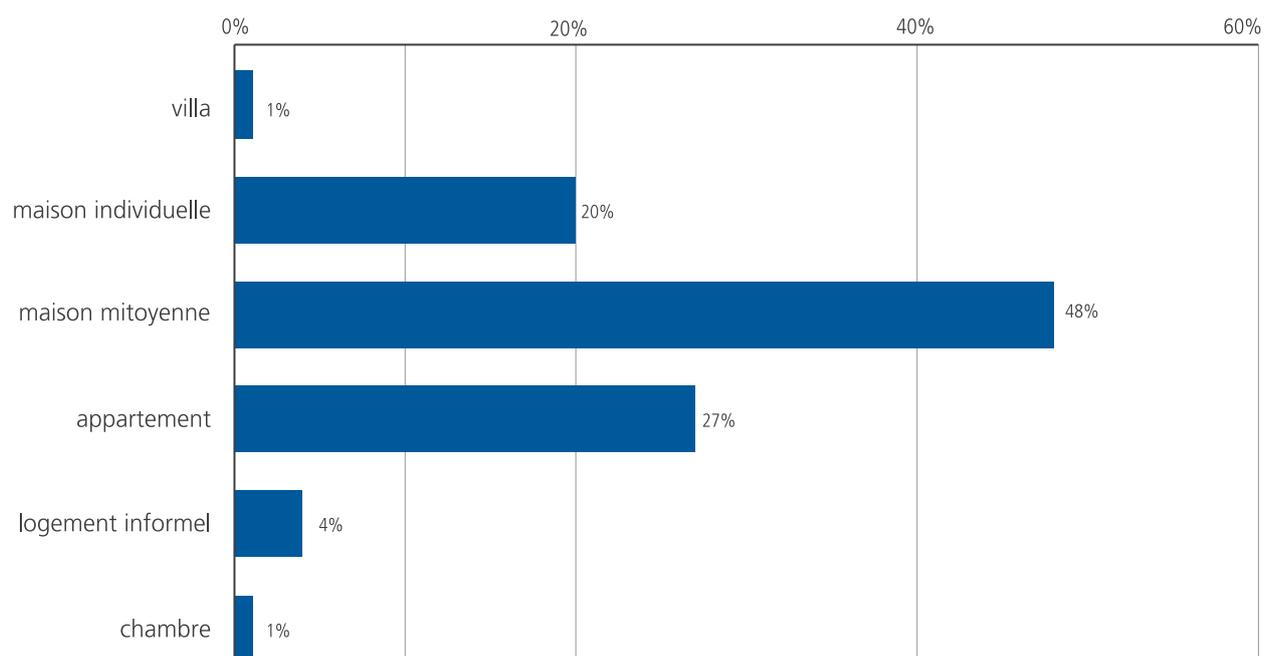
La majorité appartient à la classe moyenne (56% à la classe moyenne inférieure et 17% pour cent à la classe moyenne supérieure), contre 20 pour cent qui se disent appartenir à une classe pauvre.

Le type d'habitat ainsi que le statut de propriété ou location sont des variables importantes pour expliquer le sentiment de satisfaction globale. On notera que 48 pour cent vivent dans une maison mitoyenne ; 27 pour cent dans un appartement et 20 pour cent dans une maison individuelle.

Figure 7

Type de logement

Quel type de logement/immeuble habites-tu ?



Pour ce qui est du statut de propriétaire ou de locataire, 72 pour cent des répondant.es habitent dans une propriété contre 19 pour cent en location. Et 50 pour cent disposent d’une chambre à eux.

Concernant les commodités dont disposent leur foyer (eau potable, électricité, ligne téléphonique, téléphone mobile, télévision, antenne satellite, réfrigérateur, ordinateur/tablette, accès internet, air conditionné), ou les moyens de transport (moto, bicyclette, voiture, pick-up, tracteur), ils sont une grande majorité à en disposer avec quelques différences selon le lieu de résidence et la situation économique.

En comparaison avec l’étude de 2016, nous remarquons une augmentation considérable de l’accès des jeunes à internet (+25%). Or, cette augmentation ne concerne pas les zones rurales qui souffrent encore d’inégalité d’accès à la connexion internet. Notons également que beaucoup plus de familles semblent posséder un véhicule qu’il y a cinq ans, aussi bien dans l’urbain que dans le rural. Le mode de consommation dominant avec l’offre des crédits permet l’acquisition de voitures de même que les revenus de la migration pour certains milieux dans le rural.

Tous ces éléments donnent une certaine assurance et une garantie aux jeunes contre les aléas et les incertitudes de la vie et expliqueraient leur sentiment de satisfaction globale.

Figure 8
Locataire ou propriétaire
Es-tu ou la/le chef.fe de ton ménage... ?

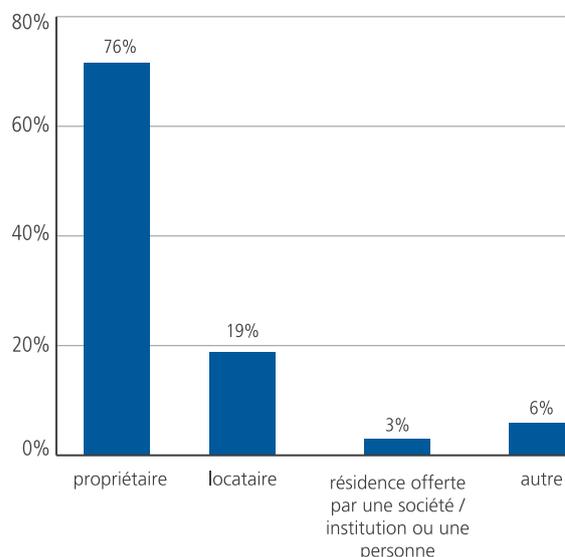
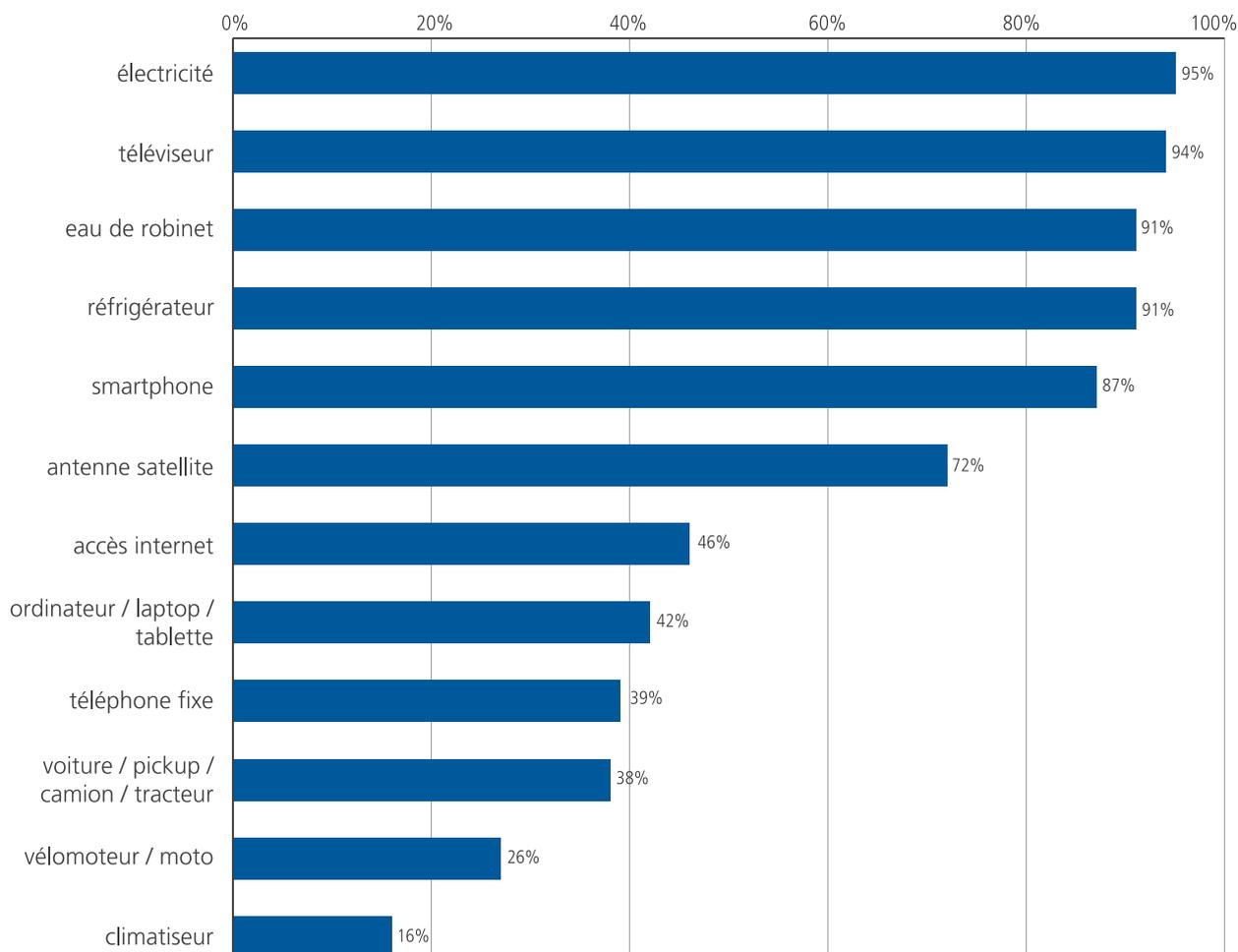


Figure 9
Articles disponibles

Parmi les éléments suivants, quels sont ceux dont tu disposes dans ton foyer ?



4

LA FAMILLE : VALEUR ET SUPPORT DE SÉCURITÉ

Pour les jeunes marocain.es, la famille reste une valeur sûre et un soutien incontestable. D'autres études précédentes ayant porté sur les jeunes et les valeurs au Maroc avaient également révélé que la famille demeure « l'institution refuge, la plus valorisée.... [Et sa valorisation] est basée en grande partie sur un jugement de fait et non seulement un jugement de valeur. Les manifestations du soutien familial sont nombreuses : entretien financier, intercession pour obtenir un service (...) » (Rachik 2008).

C'est également l'institution familiale qui jouit le plus de la confiance des jeunes (68%). Et malgré les changements

dans la vie, la relation avec la famille reste, pour eux et elles, plutôt stable (77%).

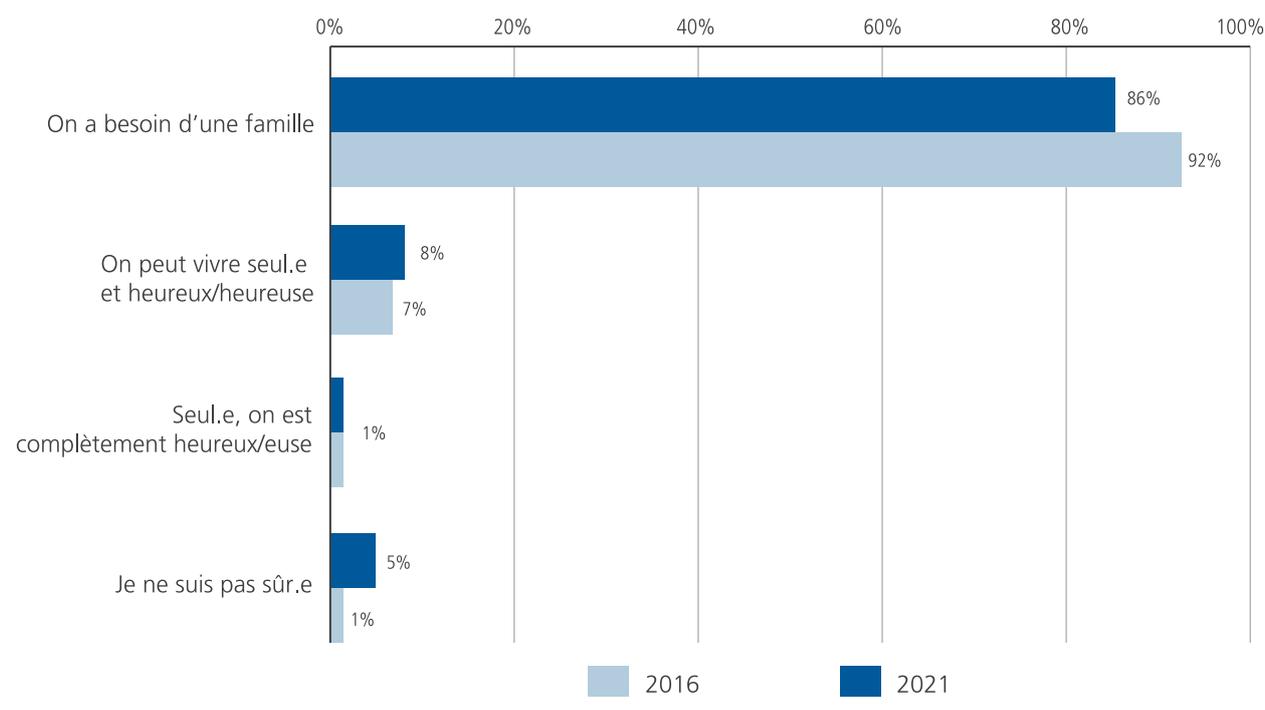
L'importance de la famille pour ces jeunes est aussi une condition à leur bonheur et 86 pour cent² estiment qu'ils/elles ont besoin d'une famille pour vivre une vie heureuse.

Parmi les craintes et angoisses de l'avenir, les jeunes craignent la perte de liens avec leurs parents (31%).

Figure 10

Importance de la famille

Penses-tu que l'on ait besoin d'une famille pour vivre heureux/euse ou que l'on puisse être aussi heureux/euse en vivant seul.e ou même plus heureux/euse ?



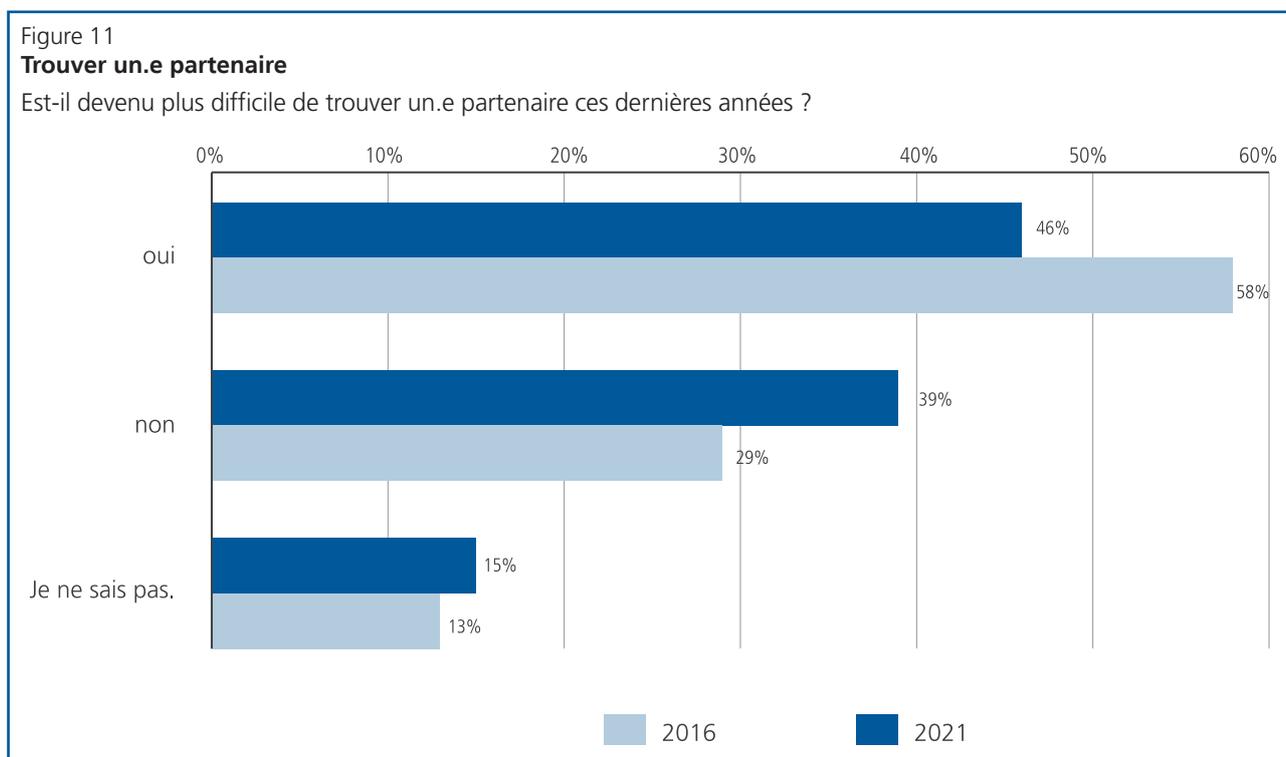
² Avec une petite diminution de (-6) par rapport à l'étude de 2016.

Durant la pandémie et le confinement, les jeunes étaient plus soucieux/euses à l'égard des membres de leur famille, ayant peur qu'ils/elles attrapent le virus, peur qu'ils/elles n'arrivent pas à s'adapter à la situation aussi bien psychologiquement que financièrement. De même, ce fut une occasion pour certain.es d'entre eux/elles de se lier plus profondément à leurs familles.

Par ailleurs, les jeunes répondant.es considèrent comme important pour eux/elles, de s'engager dans une bonne vie de famille (8,3) et également de pouvoir choisir eux/elles-mêmes leurs partenaires (8,2) et ce malgré les difficultés à trouver un.e partenaire. C'est ainsi que 46 pour cent des jeunes déclarent qu'il est effectivement difficile de trouver

un.e partenaire ces dernières années, contre 39 pour cent qui disent que ce n'est pas difficile et 15 pour cent disent qu'ils/elles ne savent pas.

Les jeunes hommes avancent les raisons suivantes pour expliquer selon eux la difficulté de trouver une partenaire: les femmes sont demandeuses d'une plus grande sécurité financière (59%); sont devenues plus exigeantes (49%) ; n'acceptent plus les rôles traditionnels (33%) ; et enfin elles exigent de nouveaux modèles de partenariat (12%). Une raison importante également citée, peut-être conséquente de ces nouvelles perceptions des jeunes hommes par rapport aux femmes, est liée au manque de confiance (38%).



Pour les jeunes femmes, les raisons avancées pour expliquer la difficulté à trouver un partenaire, sont d'abord liées au manque de confiance (48%) ; ensuite au fait que les hommes sont de plus en plus pauvres et ne peuvent s'occuper d'une famille (45%) ; et à égalité (28%) pour deux raisons : la dégradation de la morale chez les hommes ainsi que leur niveau d'exigence de plus en plus élevé.

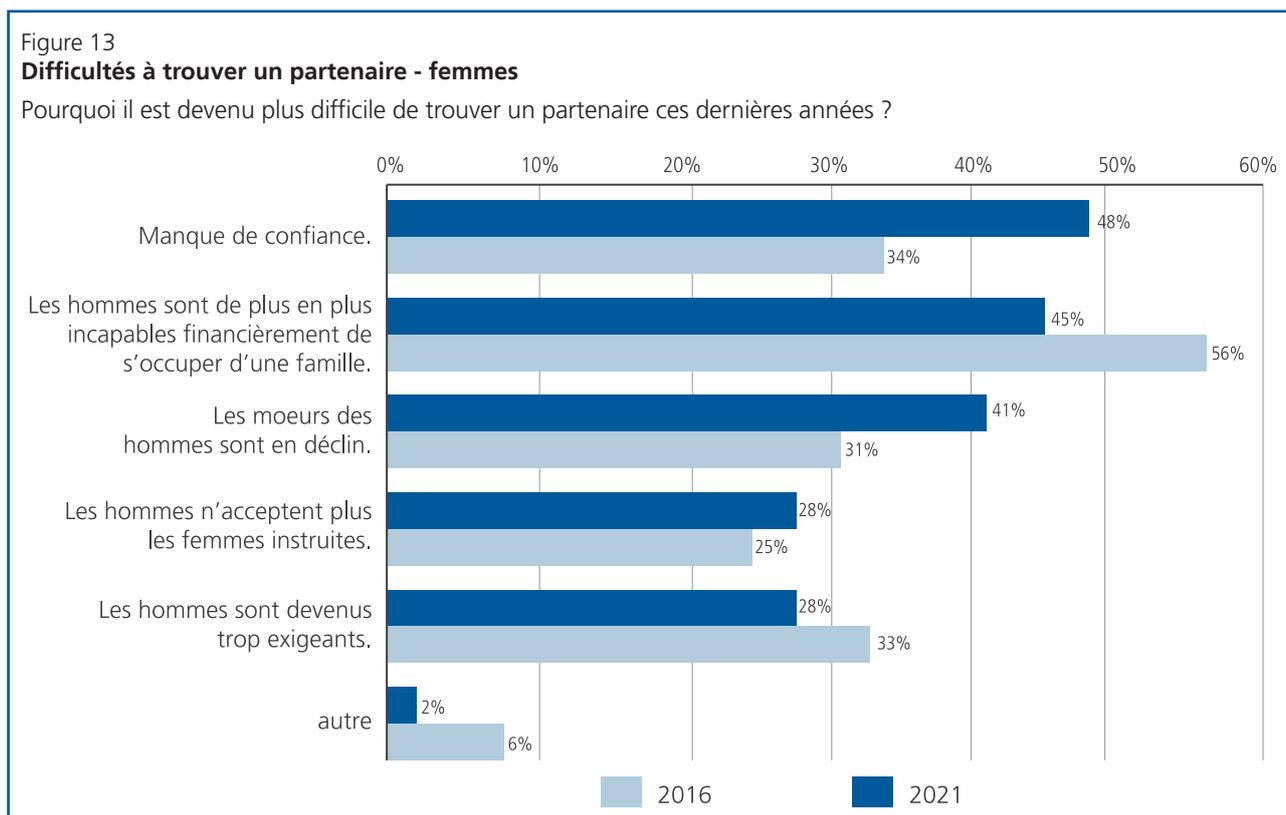
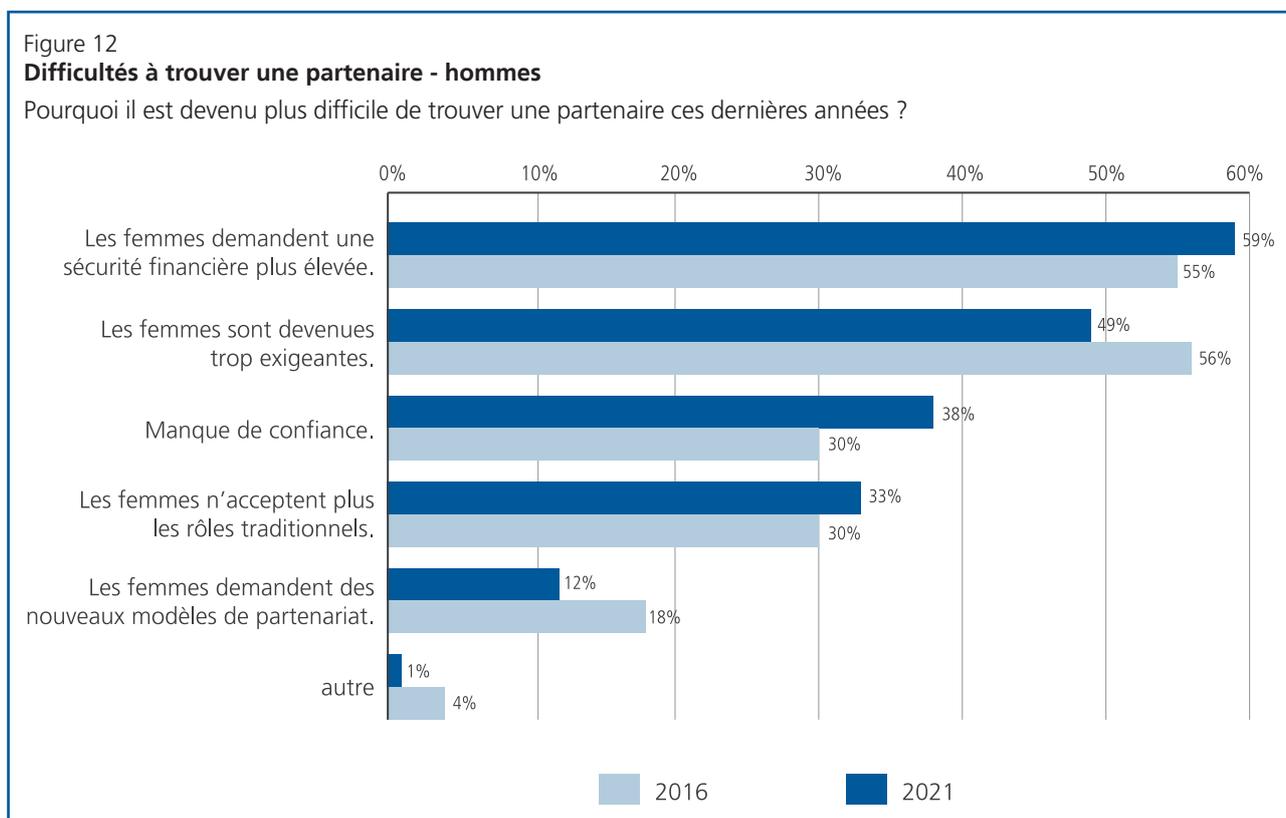
Ces réponses des jeunes femmes et hommes sont autant de perceptions qui reflètent les dynamiques des rapports de genre en cours ainsi que les redéfinitions de la masculinité et de la féminité dans la société marocaine (Ait Mous/ Bouassria/ Bossenbroek/ Ftouhi : 2021).

Au-delà de ces différentes raisons, le point important à souligner est désormais cette tendance de plus en plus revendiquée par les jeunes à choisir leur partenaire. Même si nous ne disposons pas de statistiques pour étayer cette tendance, on remarque qu'il y a moins de mariages arrangés que dans

le passé. Rappelons que le choix du/de la conjoint.e a longtemps été l'apanage de la famille. L'étude pionnière menée par le sociologue Mostafa Aboumalek (Qui épouse qui ?) en 1994, auprès de 1400 habitant.es de Casablanca, avait révélé la mainmise des parents dans la formation du couple. Plusieurs dynamiques sociodémographiques ont fait évoluer les choix des jeunes. D'abord le recul de l'âge du mariage qui est passé de 17,3 ans en 1960 à 25,7 ans entre 2004 et 2014. Et il est passé à 31,9 ans pour les hommes et à 25,5 ans pour les femmes jusqu'en 2018. Le rapport du Haut-Commissariat au Plan (HCP) intitulé « Population et développement au Maroc », a souligné que l'une des mutations les plus significatives de la société marocaine concerne le phénomène croissant du célibat des femmes : 35 pour cent des femmes marocaines n'ont jamais été mariées, dont 24 pour cent entre 30 et 34 ans et onze pour cent entre 45 et 49 ans. Les études sociologiques sur le célibat féminin ont soulevé les raisons de son importance de plus en plus grandissante (études prolongées, entrée sur le marché du travail,

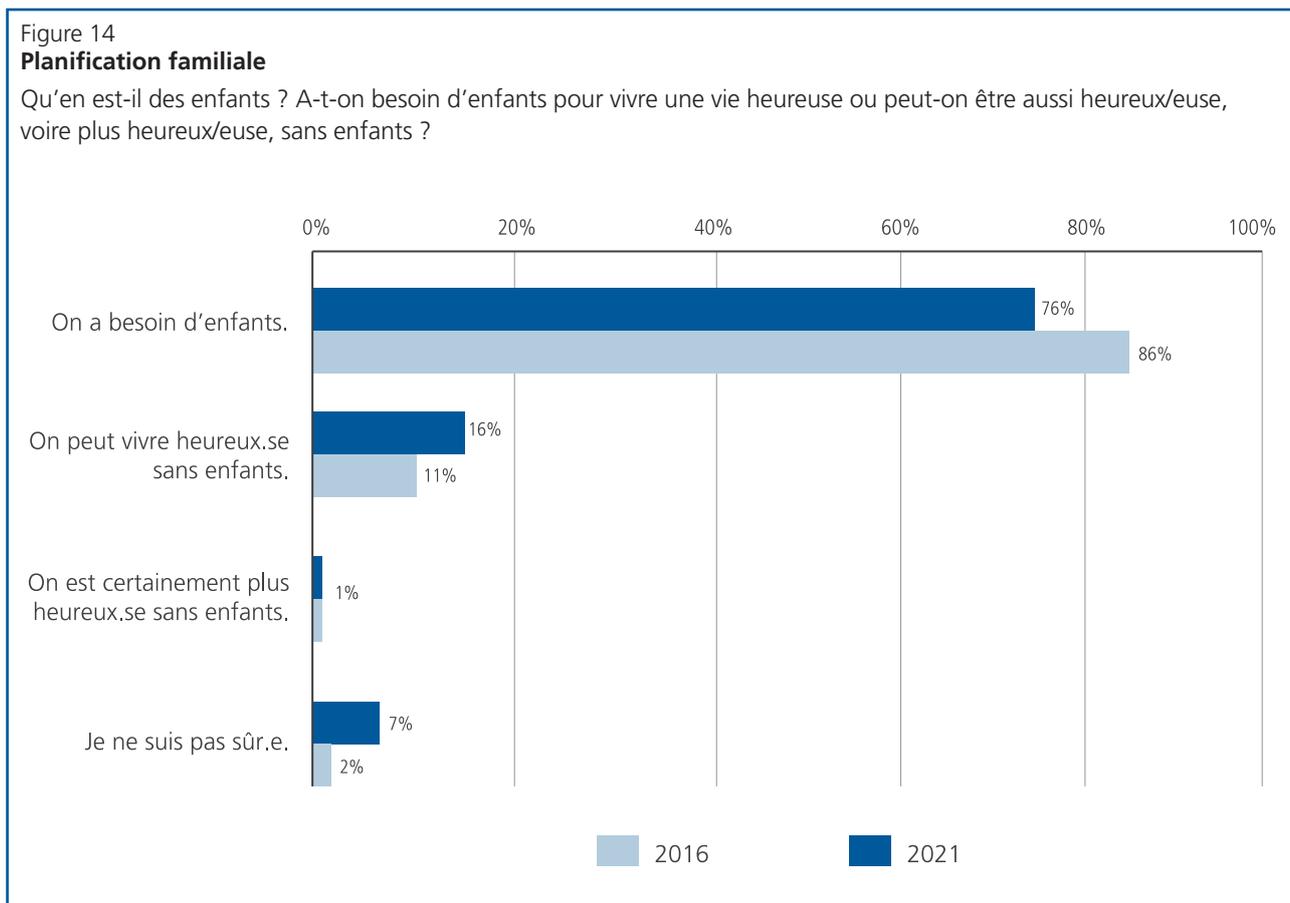
recul des mariages arrangés et de certaines règles patriarcales moralisatrices). Le profil sociologique de ces femmes qui tentent d'adopter un modèle familial nouveau « la vie en solo » ou « démariage », se présente ainsi : Elles sont « célibataires », mais pas rebelles, elles veulent innover mais reproduisent certains stéréotypes matrimoniaux. Elles

considèrent l'importance de la virginité comme discutable, en tout cas non comme une raison de vivre en couple et que la permissivité sexuelle est à éviter, enfin que la décision de s'unir doit de préférence être entérinée par les parents (d'après Aboumalek 2020 :17) .



Ce type de dynamiques montre comment les jeunes, femmes et hommes, font valoir de plus en plus leur désir de choisir et démontre une certaine autonomisation des jeunes dans leur planification familiale. C’est justement ce que les réponses des jeunes répondant.es révèlent ici, puisqu’ils/elles considèrent qu’il est important d’avoir ses propres enfants (76%), soit 10 pour cent de moins qu’il y a cinq ans, contre 16 pour cent qui considèrent qu’ils/elles peuvent vivre heureux/euses sans enfants.

En ce qui concerne l’éducation envisagée pour leurs enfants, ils/elles déclarent qu’ils/elles adopteront exactement la même éducation que celle qu’ils/elles ont reçue de leurs parents (36%) et « à peu près pareille » (35%). Seulement 18 pour cent déclarent envisager de les éduquer différemment.



5

LA RELIGIOSITÉ ENTRE SPHÈRE PRIVÉE ET VIE PUBLIQUE

Les jeunes enquêtés déclarent leur conviction religieuse de musulmans à 96 pour cent contre quatre pour cent sans réponse. Dans l'enquête sur les pratiques et valeurs religieuses (El Ayadi/Rachik/Tozy 2007), le classement des appartenances identitaires avait révélé que c'est l'identité musulmane qui est l'identité dominante. La majorité des Marocain.es se définissent d'abord comme musulman.es, puis comme Marocain.es ; et viennent ensuite les autres identités (arabe, amazighe et africaine).

Par ailleurs, ils/elles estiment le degré de leur religiosité aujourd'hui à 7,5 contre 7,1 il y a cinq ans.

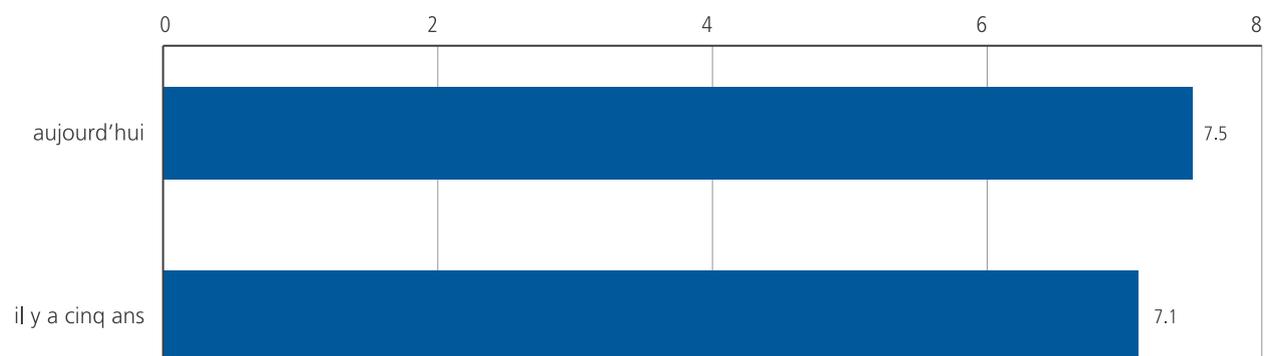
Pour plus de la majorité des répondant.es, 71 pour cent³, pensent que « La religion est une affaire privée et personne ne devrait y interférer » contre 22 pour cent qui ne sont

pas d'accord avec cette assertion. Est-on désormais face à un individualisme religieux ? C'est ce que cette réponse de 71 pour cent de jeunes qui disent que la religion est une affaire privée et personnelle, laisse à penser avec ce que cela engendre en termes de conception de l'individu comme valeur au centre des valeurs religieuses. Les processus et dynamiques qui ont été observés lors de l'enquête de 2007 (El Ayadi/Rachik/Tozy 2007 : 96-97) sur les pratiques et valeurs religieuses (offre religieuse variée et hétérogène, choix et accommodements individuels) donnent désormais naissance à une individualisation de la religion.

Figure 15

Religiosité

Quel est ton degré de religiosité aujourd'hui et quel était ton degré de religiosité il y a cinq ans ?



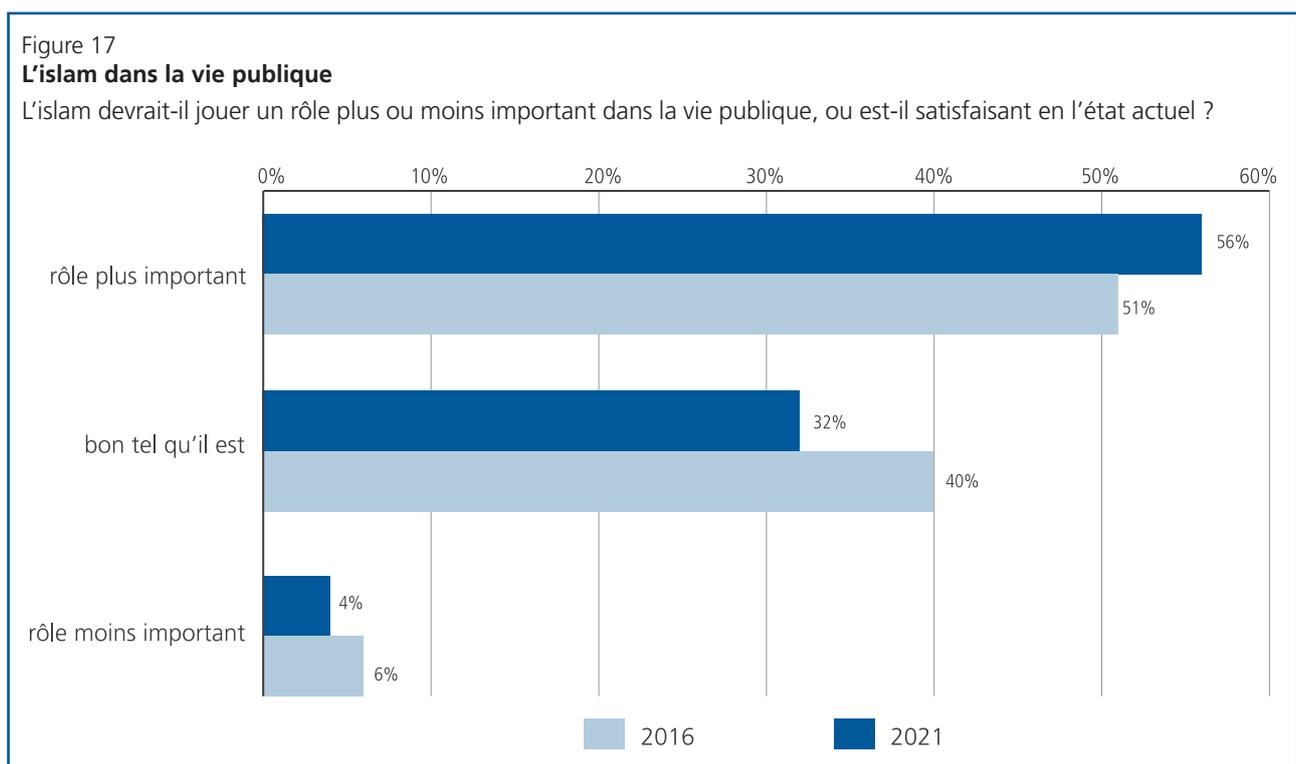
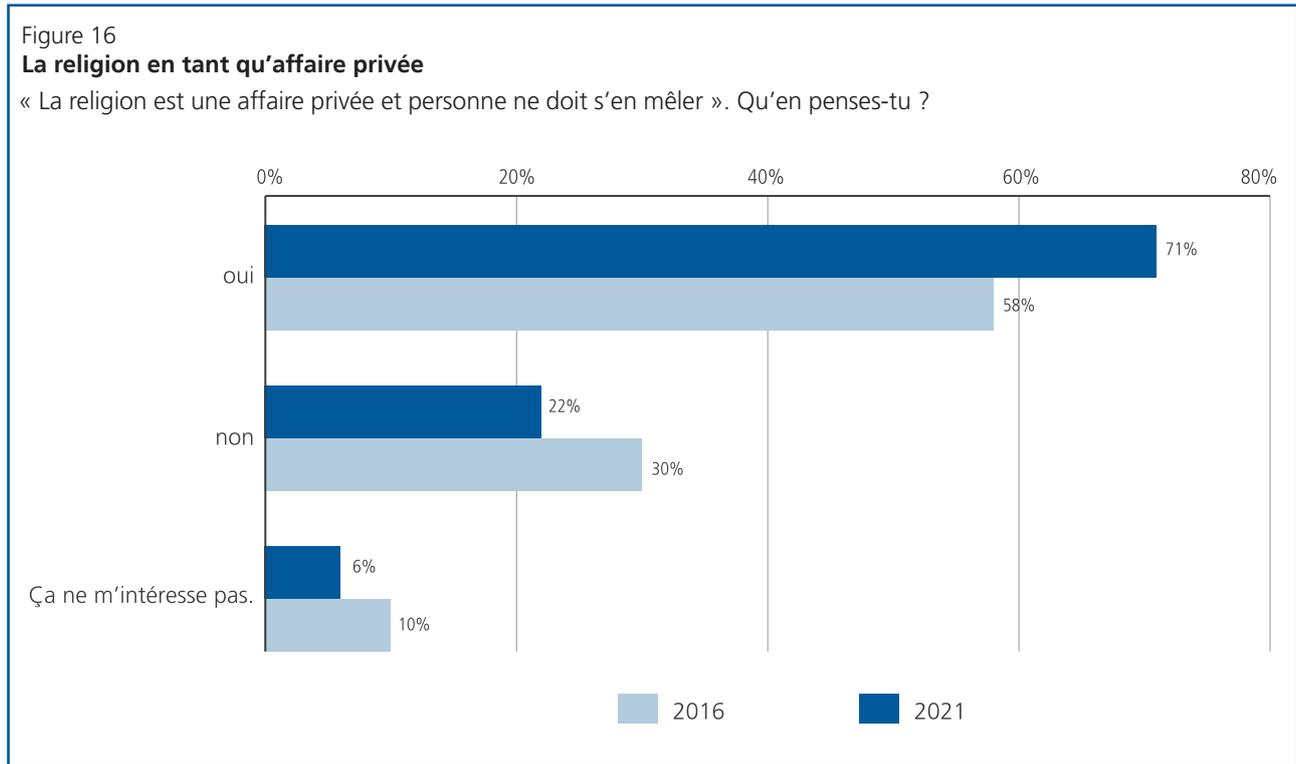
Échelle de 1= pas du tout religieux à 10= très religieux

³ Avec une augmentation de (+13) par rapport à l'enquête de 2016.

Sur le rôle de l’islam dans la vie publique, 56 pour cent estiment qu’il devrait jouer un rôle plus large. Ce sont surtout les jeunes avec un niveau d’instruction moyen (58%) et supérieur (57%), les jeunes dans le rural (58%) qui pensent ainsi.

La question étant assez vague, il est difficile de l’interpréter comme une ambition des jeunes en faveur d’un rôle « politique » de la religion. C’est plutôt l’importance de la religiosité sociale, ou de la religion comme valeur culturelle et sociale qui informe l’action sociale (dans les associations de proximité, les dons, l’entraide sociale, etc.) qui pourrait éventuellement expliquer cette réponse.

Il ressort que 32 pour cent estiment que le rôle de l’islam est satisfaisant en l’état actuel; et seulement quatre pour cent jugent qu’il devrait jouer un rôle mineur dans la vie publique, contre huit pour cent de sans réponse.



6

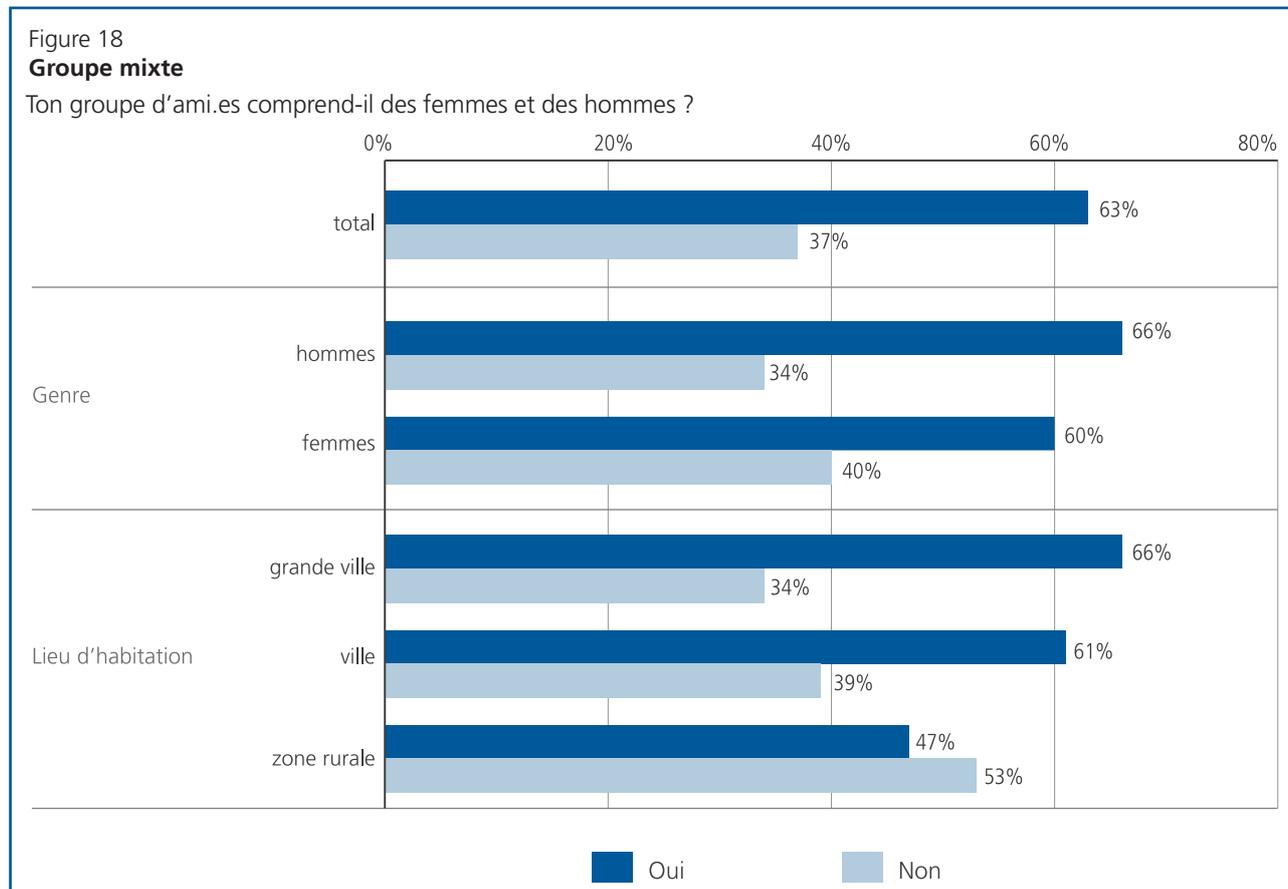
SOCIABILITÉS, RELATIONS DE GENRE ET INTERGÉNÉRATIONNELLES

Les jeunes répondant.es font majoritairement partie d'un groupe d'ami.es (51%)⁴; contre 49 pour cent⁵ qui n'ont pas de groupe d'ami.es fixe (surtout les jeunes dans les zones rurales et ceux/celles ayant un niveau d'instruction peu élevé). La mixité dans les groupes d'amitié est très présente, et c'est ainsi que 63 pour cent déclarent que leur groupe d'ami.es incluent des garçons et des filles contre 37 pour cent qui répondent négativement.

Les groupes de jeunes hommes sont plus mixtes (66%) que ceux des jeunes filles (60%).

Les groupes avec peu de mixité concernent les jeunes ayant un niveau d'instruction peu élevé (73%) et les jeunes résident.es dans le monde rural (53%).

Les jeunes sont globalement satisfait.es de leurs cercles d'amitié : 47 pour cent satisfait.es et 30 pour cent très satisfait.es. Et globalement les jeunes hommes sont plus satisfaits de leurs cercles d'ami.es que les jeunes femmes. La satisfaction est aussi visible chez jeunes ayant une situation économique plutôt mauvaise et ceux/celles ayant un niveau d'instruction bas, le groupe offrant certainement le réconfort et le support dans ces catégories pour faire face aux aléas de la vie.

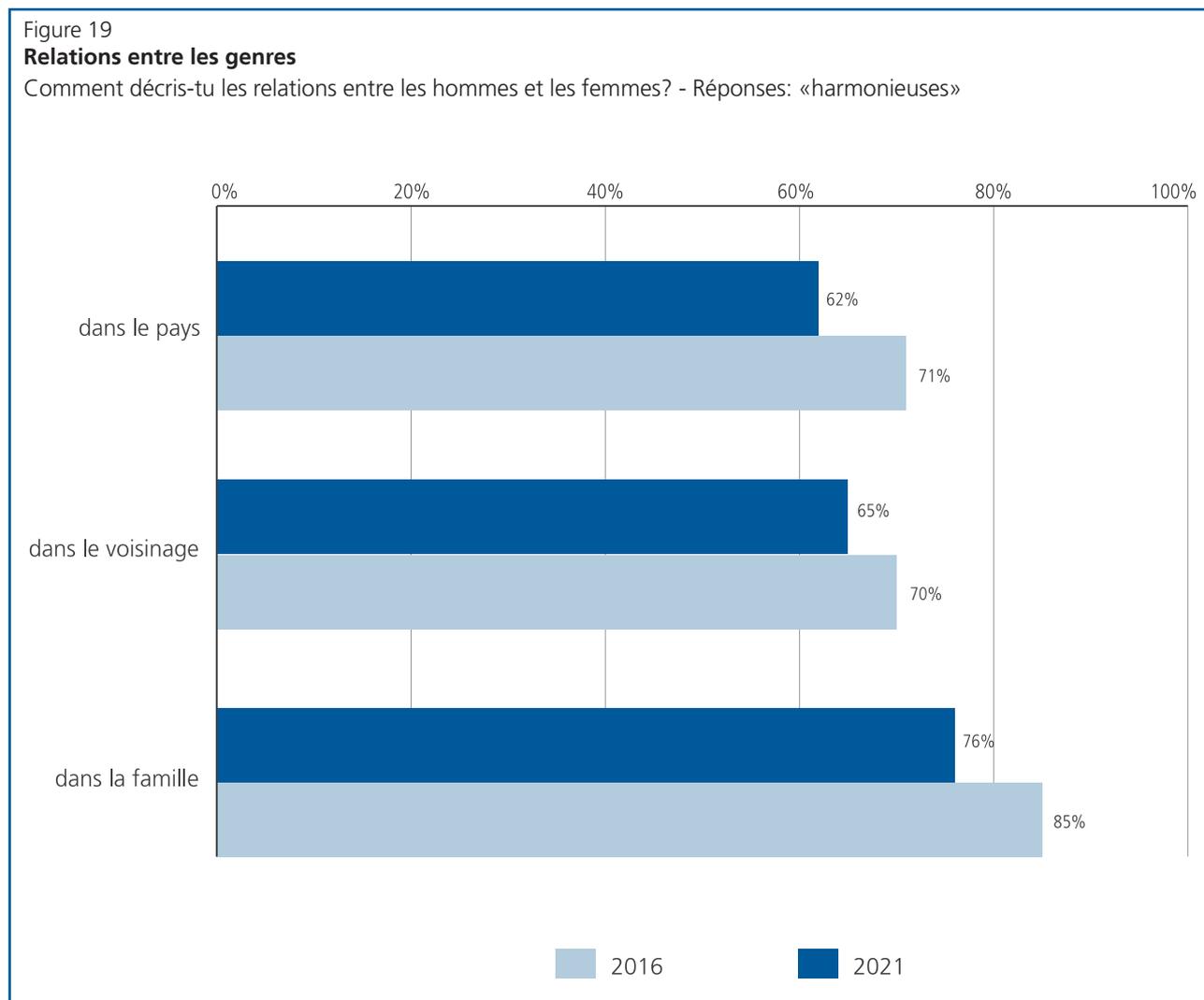


⁴ Par rapport à l'enquête de 2016, on note une augmentation de (+26).

⁵ Par rapport à l'enquête de 2016, on note une diminution de (-26).

Concernant leurs perceptions des rapports entre les genres, les jeunes estiment que les relations entre les hommes et les femmes sont globalement harmonieuses, à 76 pour cent dans leur famille, à 65 pour cent dans leur voisinage et à 62 pour cent dans le pays.

Notons par ailleurs que parmi les jeunes qui s’engagent dans des projets sociaux ou politiques, ils s’engagent en premier lieu pour l’égalité des droits entre les hommes et les femmes (15%), et sans surprise ce sont les jeunes femmes qui s’engagent plus que les jeunes hommes pour cette cause.

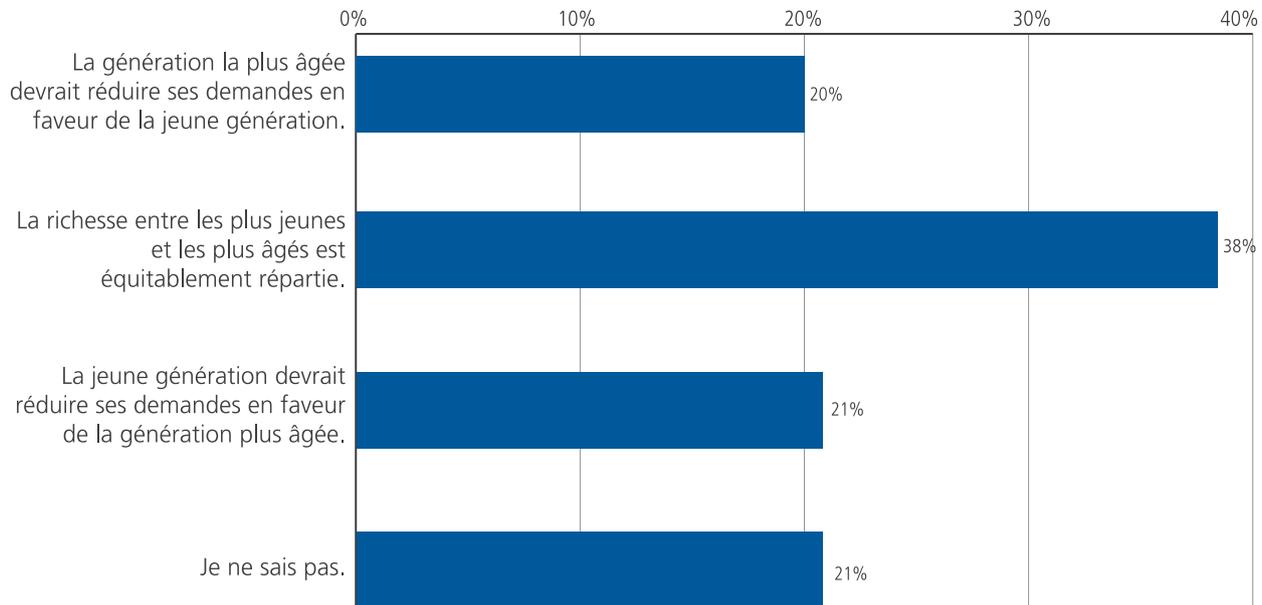


Les rapports intergénérationnels sont perçus par les jeunes comme harmonieux dans la famille à 74 pour cent, dans le voisinage à 64 pour cent et globalement dans le pays à 62 pour cent. L’avenir des relations entre les générations vont évoluer vers moins d’harmonie selon les répondant.es. Ainsi, ils/elles estiment que dans la famille, l’harmonie sera de 60 pour cent, dans le pays de 56 pour cent et dans le voisinage de 55 pour cent.

Figure 20

Répartition des richesses entre les générations

Qu'en est-il de la répartition des richesses entre les générations ? Parmi les affirmations suivantes, laquelle correspond le plus à ton opinion ?



La répartition des richesses entre les générations est perçue comme équitable (38%) ; tandis que 21 pour cent des jeunes estiment que « la jeune génération devrait réduire ses exigences au profit de la génération plus âgée » et 20 pour cent pensent le contraire, c'est-à-dire que la génération plus âgée devrait réduire ses exigences au profit de la génération jeune. Notons aussi que 21 pour cent disent qu'ils/elles ne savent pas.

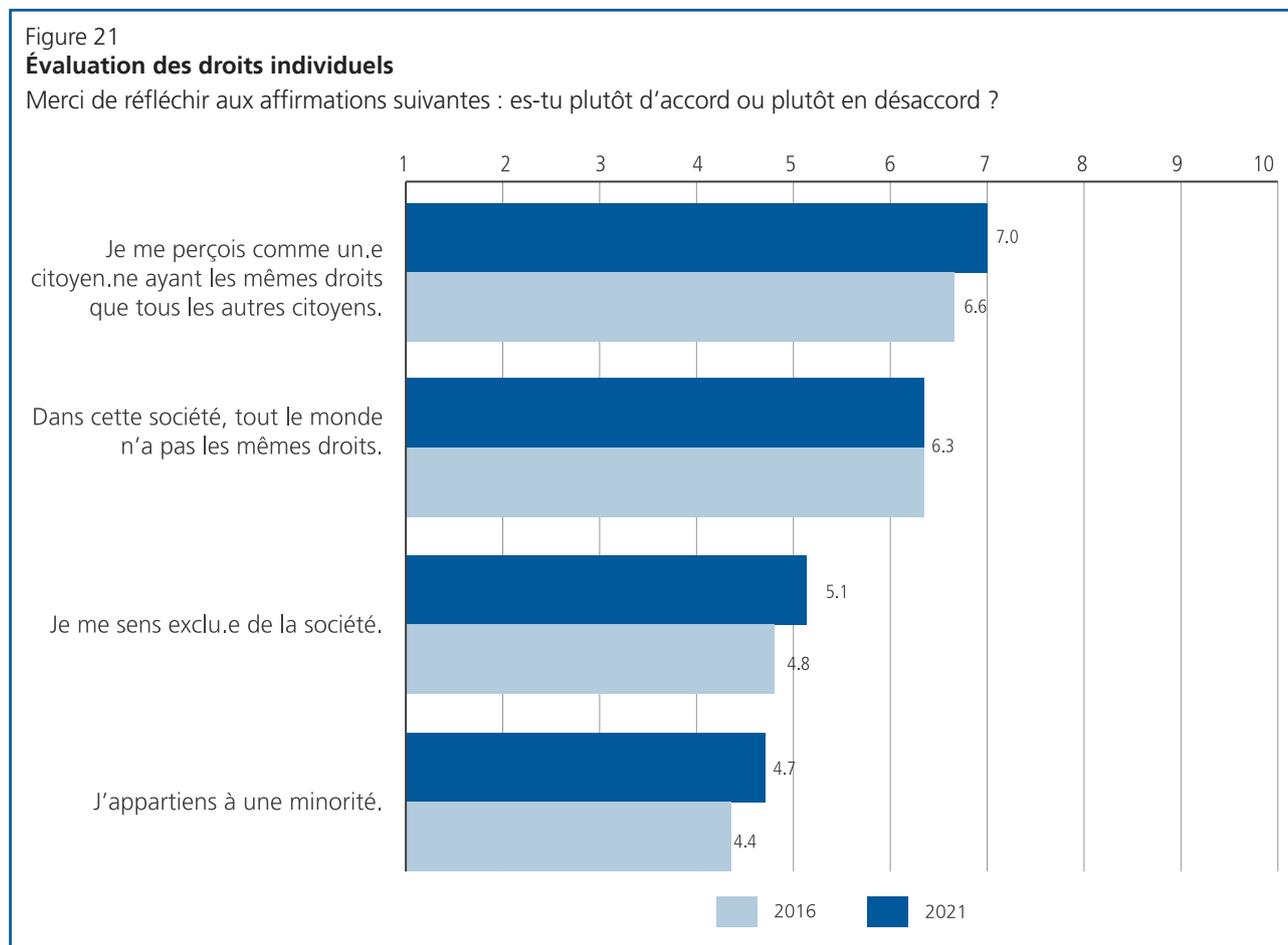
L'interprétation de ces résultats très rapprochés démontre un idéal utopique et politiquement correct des jeunes qui estiment qu'il faudrait prendre soins des leurs aînés et ceux/celles qui estiment que les anciens devraient

concéder leurs richesses aux jeunes. Le rapport à l'ainé est plus contesté dans le domaine politique, où les jeunes des partis politiques par exemple, demandent plus d'accès à des postes de responsabilités.

7

DROITS PERSONNELS ET PERCEPTIONS DE L'INÉGALITÉ

Les jeunes évaluent assez positivement leurs droits personnels. En premier lieu, les jeunes déclarent « se percevoir comme citoyen.ne avec les mêmes droits que tous/toutes les autres citoyen.nes ».



La perception « dans cette société, tout le monde n'a pas les mêmes droits » vient en second lieu. Si on compile ceux/celles qui déclarent « se sentir exclu.es de la société » et ceux/celles qui disent « faire partie d'une minorité », les perceptions de l'exclusion et de l'inégalité apparaissent plus visibles et plus parlantes. Cette perception pourrait laisser

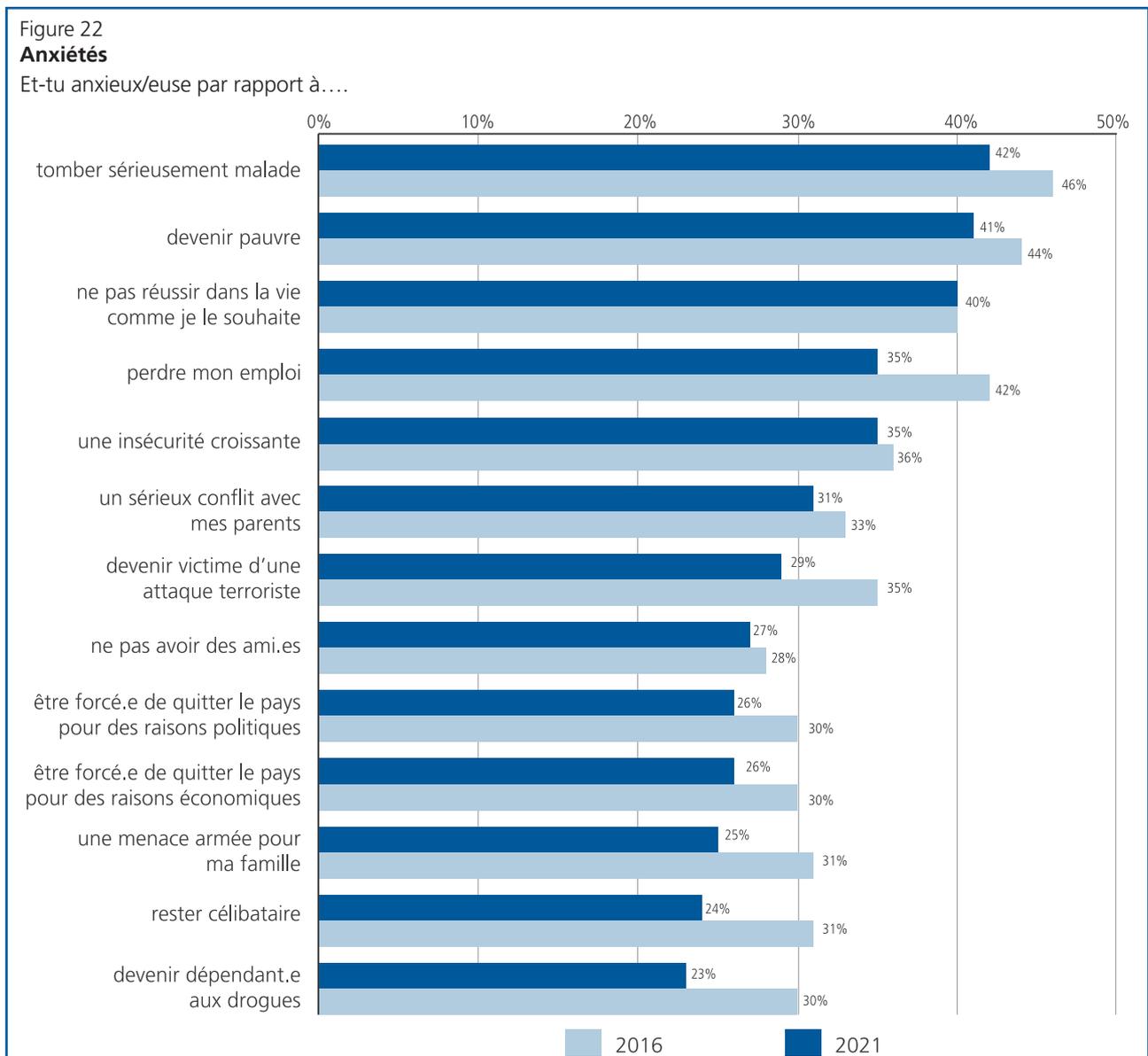
entendre un malaise qui pourrait défier le vivre ensemble social. Vivre en société nécessite l'acceptation de la différence dans un ensemble large et non des îlots de minorités et d'exclu.es vivant côte-à-côte sans dialogue (Ait Mous/Ksikes 2016).

8

EXPÉRIENCES PERSONNELLES : CHANGEMENTS, ANXIÉTÉS, CRISES ET LIEUX DE STABILITÉ

Les jeunes listent les changements ayant eu lieu dans leur vie au cours des cinq dernières années selon leur importance ainsi : d'abord les menaces causées par la pandémie Covid-19 (68%), le changement climatique ensuite (65%)⁶,

les changements dans la famille (63%)⁷, l'instabilité sociale (62%)⁸, la pénurie alimentaire (61%, avec une augmentation de 20% par rapport à 2016), la perte d'emploi (60% augmentation de 17% par rapport à 2016), la violence crois-



⁶ Par rapport à l'étude de 2016 : (+12).

⁷ Par rapport à l'étude de 2016 : (+20).

⁸ (+16) par rapport à 2016.

santé (60%, augmentation de 18% par rapport à 2016), le fait de se séparer de plus en plus du monde extérieur (57%, avec une augmentation de 28% par rapport à 2016). Une autre question sur l'importance des problèmes dans la vie des jeunes, a mis en exergue l'importance du problème de la pandémie (67%), la pénurie d'approvisionnement/l'insécurité/la faim (64%) et la crise de l'environnement (62%).

Les jeunes sont inquiets pour l'environnement (78%); et 74 pour cent parmi eux/elles déclarent que la sensibilisation aux questions environnementales s'est accrue dans leur société ces dernières années, 70 pour cent se disant avoir été personnellement témoins des effets du changement climatique dans leur environnement.

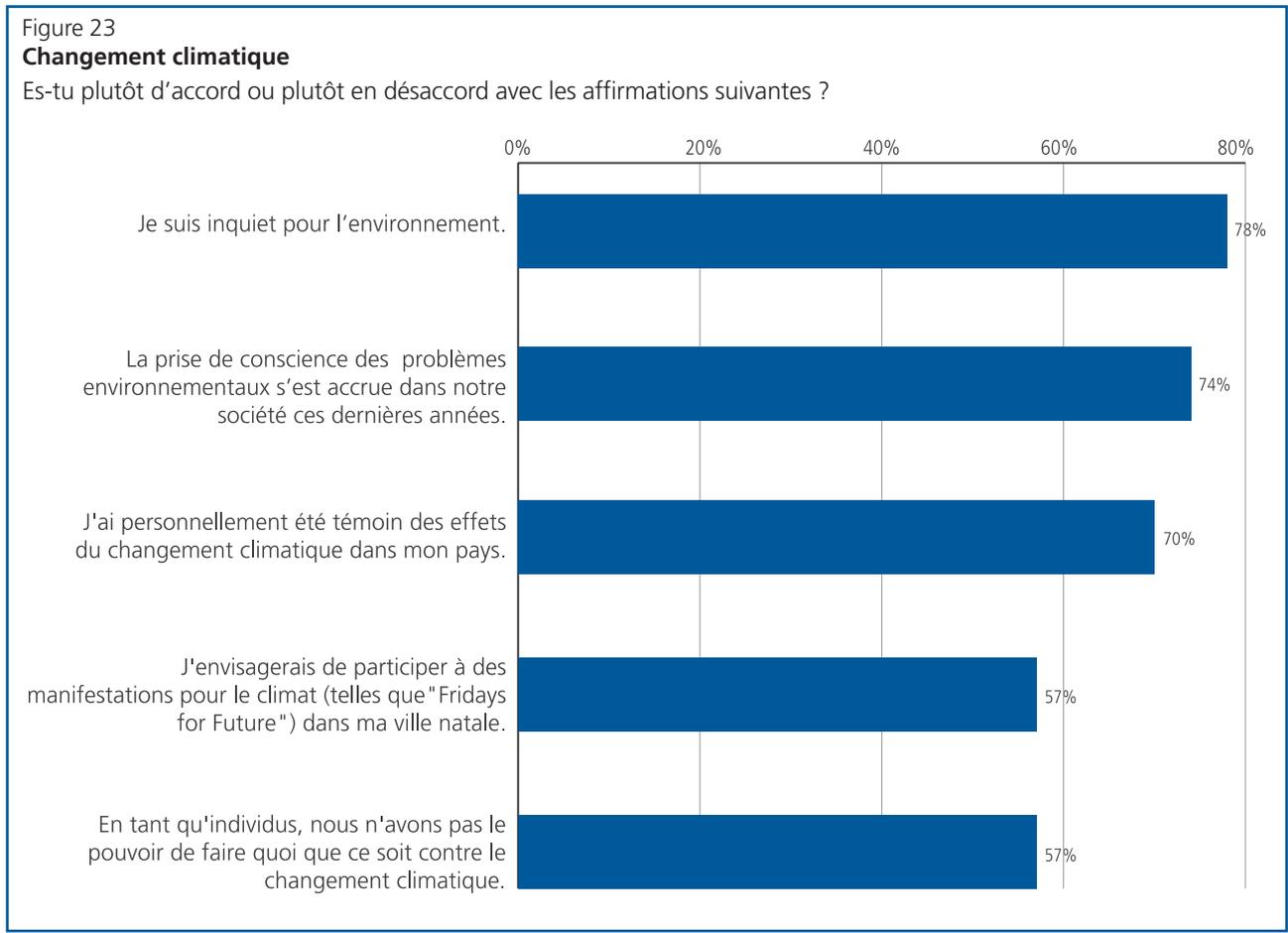
Les jeunes sont aussi passés par une expérience de la violence. C'est ainsi que 31 pour cent ont été témoins de violence et 16 pour cent (+6 par rapport à l'année 2016) déclarent avoir expérimenté la violence psychologique. Ils sont 16 pour cent à dire avoir expérimenté le harcèlement sexuel verbal ou physique et plus parmi les jeunes femmes que les jeunes hommes ou encore plus dans l'espace urbain que rural.

Les perceptions des jeunes autour de la violence démontrent clairement son rejet : 61 pour cent déclarent détester la vio-

lence qu'ils/elles trouvent insupportable. Ils sont 61 pour cent à dire être très sensibles à la violence affichée dans les médias car elle les rend tristes et déprimés. 59 pour cent pensent que l'usage de la violence contribue à augmenter la violence⁹ et 55 pour cent trouvent que la situation dans l'espace public devient de plus en plus tendue.

Les anxiétés et les peurs des jeunes répondant en lien avec l'avenir sont ainsi répertoriées dans leurs réponses : ils/elles ont d'abord peur de «tomber sérieusement malades» (42 pour cent) ; de devenir pauvres (41 pour cent) ; de ne pas réussir dans la vie comme ils/elles le souhaitent (40 pour cent), d'être victimes d'une insécurité croissante (35 pour cent) ; de perdre leur travail (35 pour cent) et enfin de rompre les liens parentaux (31 pour cent).

Malgré ces angoisses, crises et problèmes qu'ils/elles affrontent, les jeunes trouvent leur stabilité d'abord dans le rapport à la famille (77 pour cent) ensuite dans la foi religieuse (76 pour cent) ; ensuite dans la confiance en leurs compétences (72 pour cent), puis vient la confiance dans l'amitié (68 pour cent) ; dans la perspective d'une vie épanouie (66 pour cent), dans la situation économique (58 pour cent) et enfin dans la relation avec son/sa partenaire.

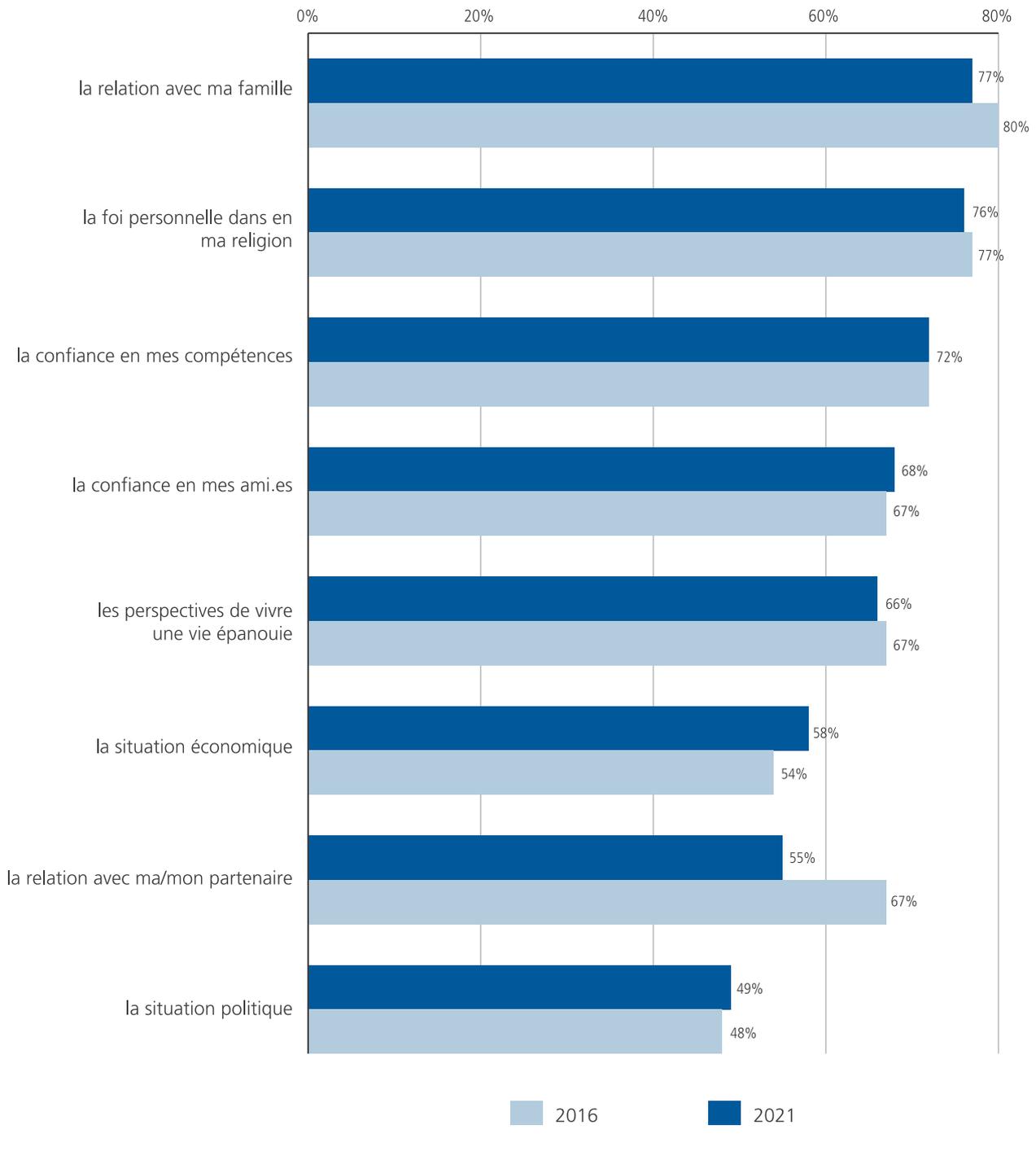


⁹ Notons que 39% considèrent que l'usage de la violence est légitime en cas de défense de soi ou de sa famille.

Figure 24

Stabilité de la vie personnelle

Dans la vie, certaines choses changent en permanence, d'autres restent plutôt en l'état. Dans quelle mesure les différents domaines de ta vie sont-ils stables ?



Ces lieux de stabilité témoignent de deux valeurs communautaires principales, à savoir la famille et la religion. Mais elles donnent aussi à voir l'importance des valeurs d'individuation (confiance dans ses propres compétences, dans sa situation économique, dans une perspective de vie

épanouie, confiance dans l'amitié, etc.). L'on remarque une grande stabilité par rapport à l'étude de 2016 sur tous les items, avec un peu de recul par rapport à la relation avec son partenaire.

9

ASPIRATIONS ET PERCEPTIONS POUR L'AVENIR

Les jeunes considèrent que le plus important pour leur avenir personnel c'est d'avoir un bon travail (67 pour cent), cette ambition étant plus grande chez les jeunes hommes (77 pour cent) que chez les jeunes filles (56 pour cent).

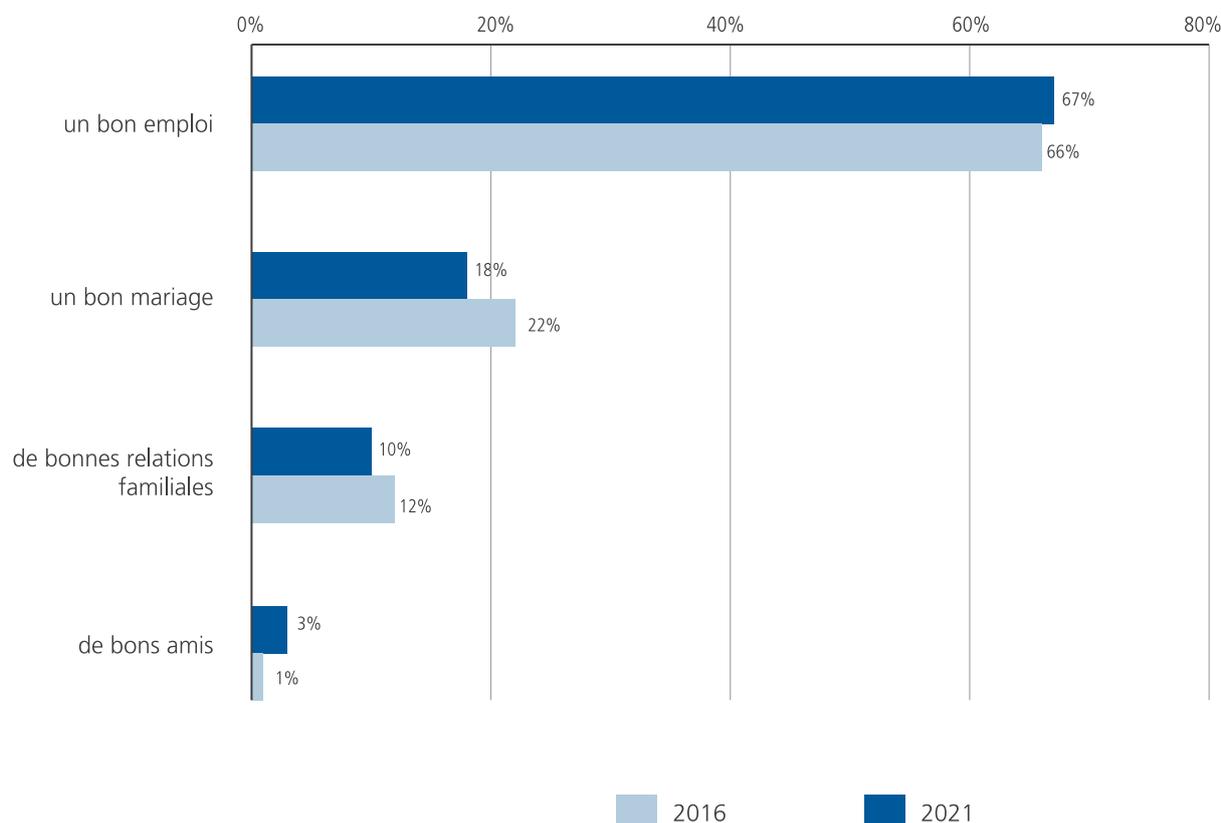
Ils sont 18 pour cent à déclarer que le plus important pour leur avenir c'est un bon mariage. Ce sont évidemment les jeunes femmes qui se déclarent plus concernées par cet objectif (26 pour cent) que les jeunes hommes (10%). Et enfin, on notera le fait d'avoir de bonnes relations familiales, pour dix pour cent des réponses.

Les aspirations des jeunes sont exprimées par l'importance qu'ils/elles donnent aux items suivants, et dans cet ordre : «Viser une plus grande sécurité» ; «Être assidu.e, travailleur/euse et ambitieux/euse» ; «Atteindre un niveau de vie élevé» ; «Développer mon imagination et ma créativité» ; «Respecter la loi et l'ordre» ; «Agir indépendamment des avis des autres» ; «Soutenir les personnes socialement exclues et marginalisées» ; «Faire attention aux codes de l'honneur et de la honte».

Figure 25

Avenir personnel

Qu'est-ce qui est le plus important pour ton avenir personnel ?



Dans cette liste, les aspirations touchent aussi bien à des valeurs individualistes qu'à des valeurs d'altruisme.

Une autre liste a été également classée selon l'ordre d'importance donnée aux éléments suivants : Profiter de la vie au maximum ; S'engager dans une bonne vie de famille ; Pouvoir choisir son/sa partenaire ; Être fier.e de l'histoire de mon pays ; Sauvegarder les traditions de mon pays d'origine ; Tolérer des opinions avec lesquelles je ne serais pas d'accord ; Eviter l'occidentalisation ; Faire ce que les autres font ; et enfin, être politiquement actif/ve.

Là aussi, les aspirations individualistes (profiter de la vie, choix du/de la partenaire), se mêlent aux valeurs familiales (une bonne vie de famille) ; communautaires (faire ce que font les autres) et patriotiques (sauvegarde des traditions, fierté de l'histoire de son pays ; éviter l'occidentalisation).

L'avenir des jeunes est aussi à questionner du point de vue de leurs perceptions de la migration :

La large majorité (97 pour cent) des jeunes répondant.es n'ont jamais vécu à l'étranger contre seulement trois pour cent en ayant fait l'expérience (en Europe, ensuite dans les pays du Golfe et enfin aux USA et Canada)

Ils/elles n'ont pas globalement de tradition migratoire dans leur famille. Ainsi seulement 36 pour cent disent avoir des membres de leurs familles émigré.es à l'étranger, contre 59 pour cent qui n'ont aucun membre émigré à l'étranger. Les pays de destination pour ceux/celles des membres émigré.es sont très majoritairement l'Europe, suivie des pays du Golfe et enfin des USA et du Canada.

Parmi les jeunes, 54 pour cent considèrent que l'émigration des membres de leurs familles n'a pas eu une grande importance pour eux, () tandis que 46 pour cent estiment que oui. Parmi ces dernier.es, l'impact de cette migration familiale a façonné leurs perceptions de la migration. C'est ainsi que 40 pour cent parmi eux/elles déclarent « être fasciné.es par l'idée de vivre dans un pays étranger et leur désir d'émigrer a grandi ». Cela concerne notamment les jeunes résident.es dans les villes et les jeunes vivant une situation économique plutôt faible. Ils sont 25 pour cent à évaluer négativement les expériences migratoires de leurs familles et déclarent « j'ai décidé que l'émigration n'est pas un objectif pour moi ». Également 25 pour cent déclarent « j'ai profité de l'argent qu'il/elle nous envoie » et cela concerne notamment ceux/celles ayant un niveau d'instruction peu élevé et ceux/celles vivant dans le monde rural.

Ces perceptions ont certainement une influence sur les plans d'émigration personnels des jeunes.

C'est ainsi que 38 pour cent déclarent qu'ils/elles ne vont certainement pas émigrer contre 30 pour cent qui voudraient émigrer ; 17 pour cent sont indécis.es et déclarent « j'ai parfois l'idée d'émigrer » et enfin uniquement sept pour cent déclarent être sûr.es de migrer. Ces résultats sont à l'opposé de l'idée commune sur l'engouement des jeunes pour l'émigration.

Figure 26

Plans d'émigration personnels

Qu'est ce qui décrit le mieux ta situation ?

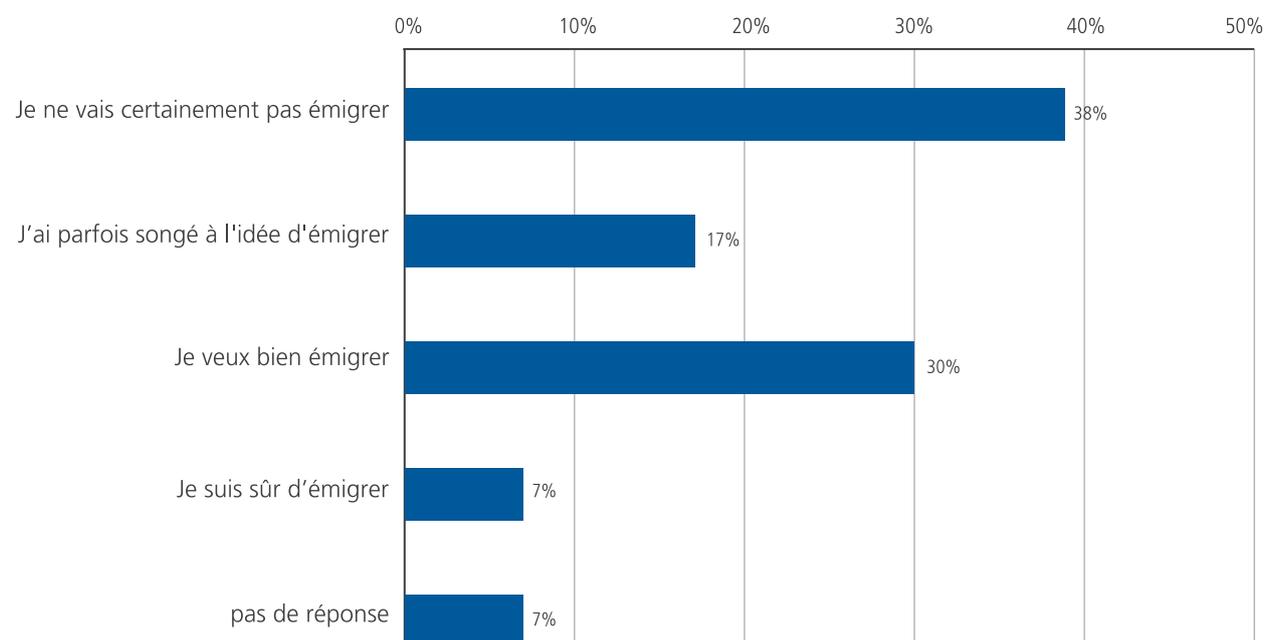
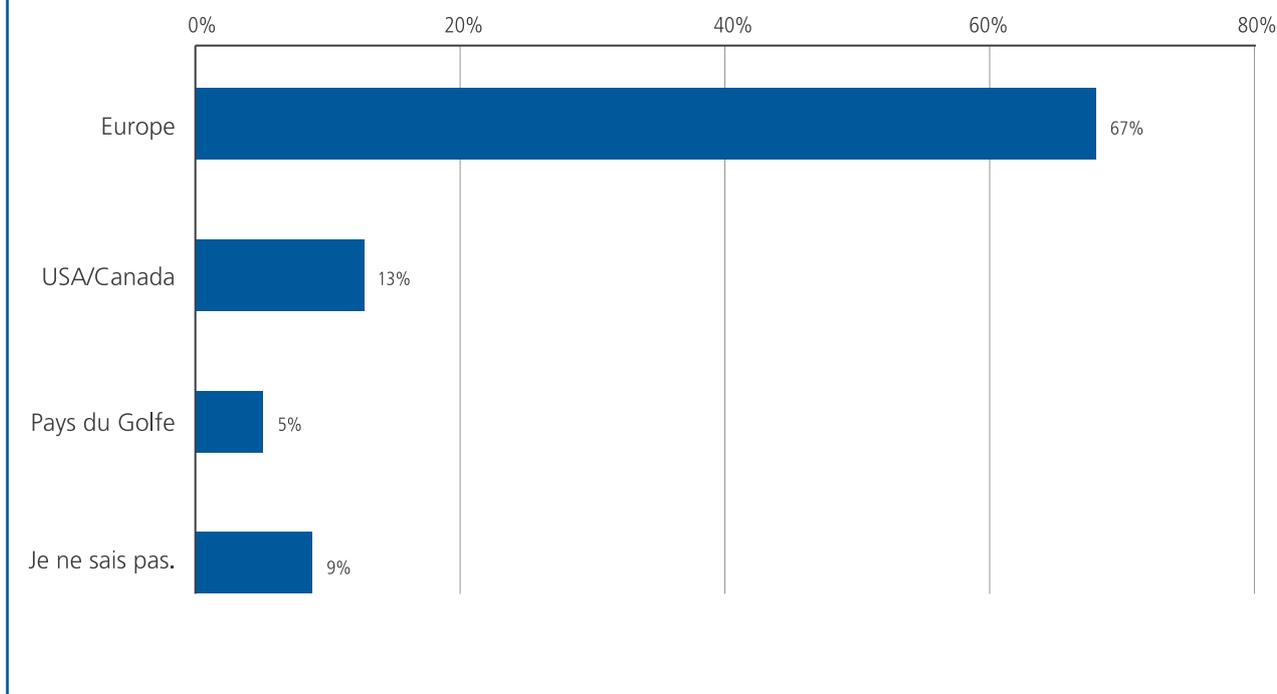


Figure 27

Région cible de l'émigration

Si tu dois émigrer, quelle serait ta région de destination ?



Pour ceux/celles qui ont des plans d'émigration, la destination principale c'est l'Europe (67%), suivi des USA/Canada (13%) et enfin les pays du Golf (5%), et 9% ne sont pas

décidés. La région de prédilection pour les jeunes migrants potentiels reste ainsi l'Europe qui concentre la grande partie des Marocains Résidents à l'Étranger.

10

LE RAPPORT À LA POLITIQUE : ENTRE ENGAGEMENT POLITIQUE ET CIVIQUE

Pour bien saisir le rapport des jeunes marocain.es à la politique, il s'agit de considérer leur imaginaire politique.

D'abord, concernant le type du système politique qu'ils/elles préfèrent, les jeunes déclarent préférer d'abord un système politique avec un homme fort (28 pour cent) contre cinq pour cent un système avec une femme forte.

24 pour cent se déclarent en faveur d'un système démocratique, et 14 pour cent sont d'un système combinant démocratie et Islam.

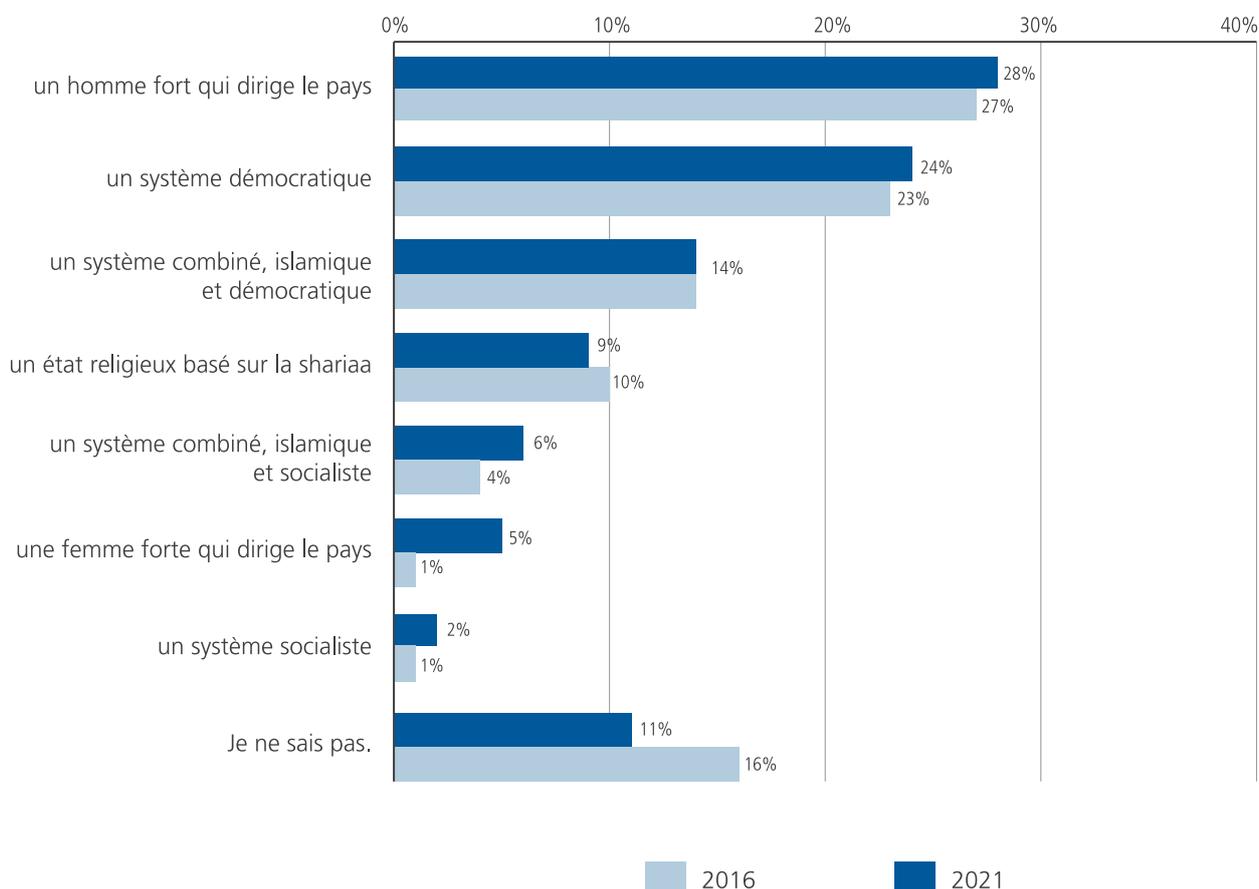
L'imaginaire politique se construit aussi à partir des institutions politiques. Le degré de confiance des jeunes dans ces institutions influence leur degré d'engagement politique.

Une liste d'institutions diversifiées a été proposée aux jeunes répondant.es pour exprimer vis-à-vis d'elles leur confiance. Comme déjà indiqué plus haut, c'est d'abord l'institution familiale (68 pour cent) qui est érigée en institution principale par les jeunes. L'institution scolaire ensuite ; suivie de l'institution sanitaire (système de santé publique) ; la police, les réseaux sociaux et les médias ; les Nations Unies ;

Figure 28

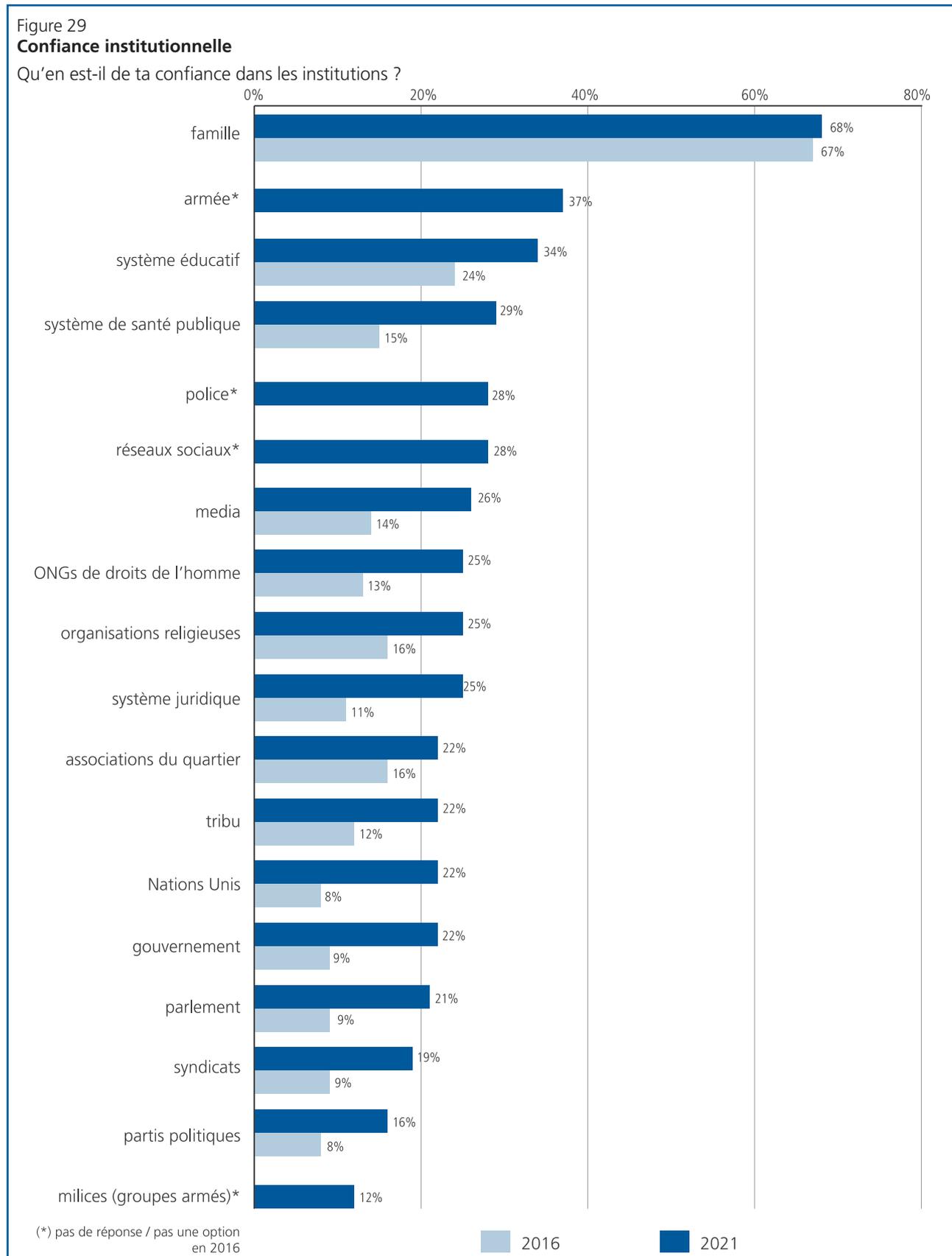
Système politique

Si tu regardes ce qui se passe dans le monde, quel type de système politique préférerais-tu ?



le gouvernement ; le syndicat. La confiance dans certaines institutions (santé, police, réseaux sociaux) s'explique certainement par leur rôle très visible durant la pandémie et le confinement. Les jeunes ont plus confiance dans les réseaux sociaux avec l'idée que les médias traditionnels ne diffusent pas forcément « la vérité ».

Une seconde liste, adressée à l'appréciation des jeunes a démontré la confiance dans l'institution militaire, ensuite la confiance – à égalité – dans trois institutions (ONGs des droits de l'homme ; organisations religieuses ; institutions de justice) ; puis les associations de quartiers et enfin la tribu.

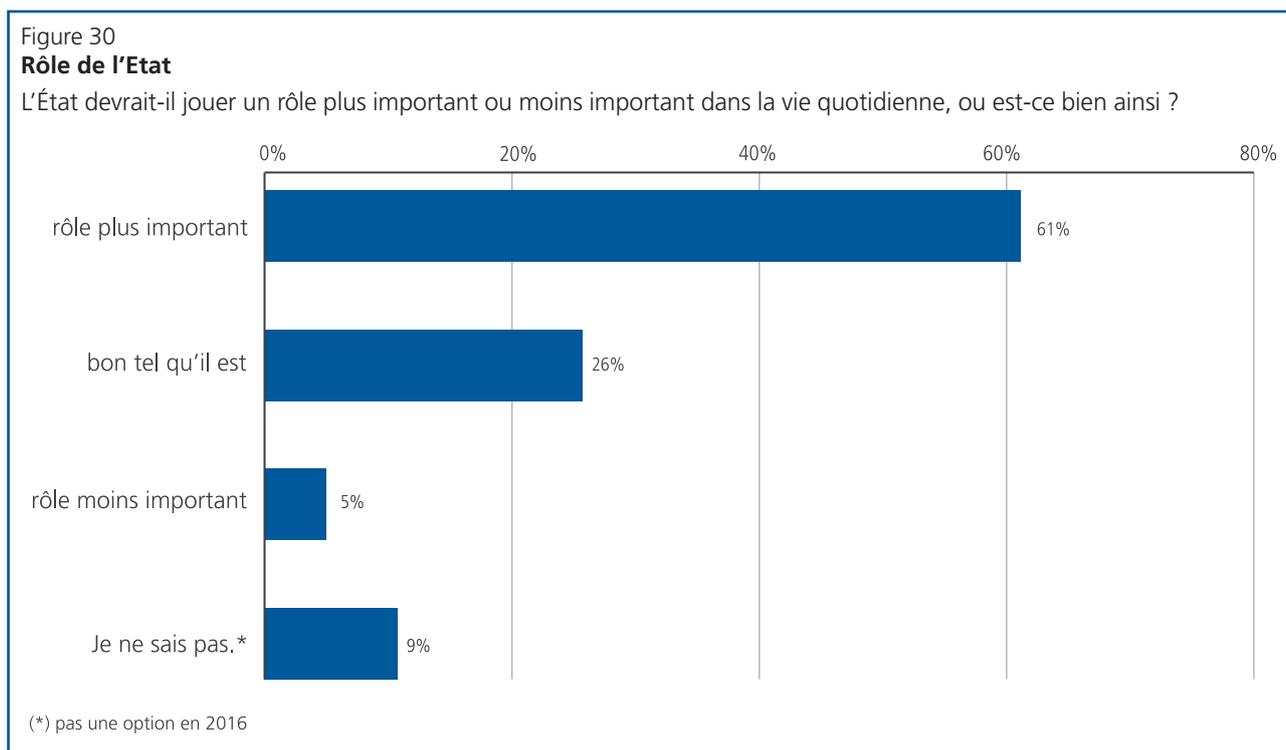


La confiance dans la tribu est davantage citée par les jeunes qui résident dans les villes (et non pas en milieu rural comme l'évidence le voudrait). Cela pourrait s'expliquer par l'effet migratoire, par le fait que ces jeunes des villes qui déclarent leur confiance dans l'institution tribale sont des nouveaux migrant.es qui cherchent le soutien communautaire.

Notons aussi que la confiance dans l'institution militaire (non posée dans l'enquête de 2016) est peut-être à interpréter avec la situation pandémique et de confinement, dans

laquelle les citoyen.nes ont vécu le déploiement militaire visible dans leurs espaces de proximité et dans les médias. Mais elle s'inscrit aussi dans une représentation de l'importance de l'institution militaire. C'est ainsi qu'une étude de l'IRES qui date de 2010 avait déjà révélé la confiance accordée à cette institution (Cherkaoui 2010).

Les perceptions du rôle de l'Etat sont aussi une composante de l'imaginaire politique des jeunes.



C'est ainsi que 61 pour cent d'entre eux/elles déclarent que l'Etat devrait jouer un rôle plus large contre 26 pour cent qui disent que son rôle est satisfaisant comme il est actuellement. Et seulement cinq pour cent se déclarent pour un rôle mineur de l'Etat. Là également, le contexte de la pandémie a rendu visible les institutions étatiques que les citoyen.nes ont vu se déployer et s'activer dans plusieurs chantiers et actions sociales. Cela a probablement rehaussé l'importance accordée au rôle que l'Etat devrait jouer.

Un retour sur les événements politiques antérieurs depuis 2010/2011 a permis aussi de voir comment les jeunes répondant.es perçoivent, politiquement, ces faits.

A propos de ces événements dans la région MENA, les jeunes les ont nommés « Printemps arabe » et « Révolution ».

Les jeunes considèrent que les récents événements au Maroc sont différents de ceux de 2010/2011. Au niveau de la nomination, les jeunes évoquent en premier lieu le terme « Hirak » (Mouvement), ensuite la Révolution et enfin « l'intervention étrangère ». Le mot « Hirak » est devenu symbole depuis les événements du Rif en 2016, dénommés depuis « Hirak » et le mot s'applique à d'autres mouvements ayant eu lieu dans d'autres régions du pays.

Toujours en lien avec ces événements, les jeunes déclarent qu'ils n'ont rien changé (36 pour cent) ; 27 pour cent déclarant que ces événements sont responsables de la violence généralisée et 27 pour cent estiment que ce sont des acteurs externes qui ont incité ces événements. 25 pour cent déclarent que ces événements sont toujours en cours. Enfin ? 24 pour cent disent que ces faits sont initiés par les jeunes et détournés par d'autres, faisant allusion à une représentation de conflits intergénérationnels depuis le mouvement du 20 février 2011 comme ayant été initiés par les jeunes et récupérés par les aîné.es.

Les jeunes considèrent que la situation politique globale au Maroc durant les cinq dernières années est restée la même (27%) ; 23 pour cent estiment qu'elle s'est quelque peu améliorée et 13 pour cent significativement améliorée.

Cet imaginaire politique des jeunes nous montre des représentations mitigées du rapport des jeunes à la politique, entre une confiance dans les institutions étatiques, l'importance accordée au rôle de l'Etat dans la société et des représentations de conflits intergénérationnels avec leurs aînés.

Comme déjà révélée par l'étude de 2016, l'intérêt des jeunes marocain.es à la politique politicienne est très faible (Hegasy 2018).

En effet, 63 pour cent déclarent ne pas s'y intéresser (avec une croissance de +18% par rapport à l'année 2016. Ceux/celles qui sont peu intéressé.es se chiffrent à 20 pour cent, ceux/celles qui se disent intéressé.es constituent 13 pour cent (surtout parmi ceux/celles âgé.es entre 16-20 ans et ceux/celles dotés d'un bas niveau d'instruction). Seulement cinq pour cent déclarent être très intéressé.es : il s'agit notamment des jeunes âgé.es entre 21-25ans, et ceux/celles ayant une situation économique plutôt faible, habitant des grandes villes et ayant un niveau d'instruction peu élevé. Nous supposons que leurs conditions de vie difficiles pourraient constituer une cause pour laquelle ils s'intéressent à la politique.

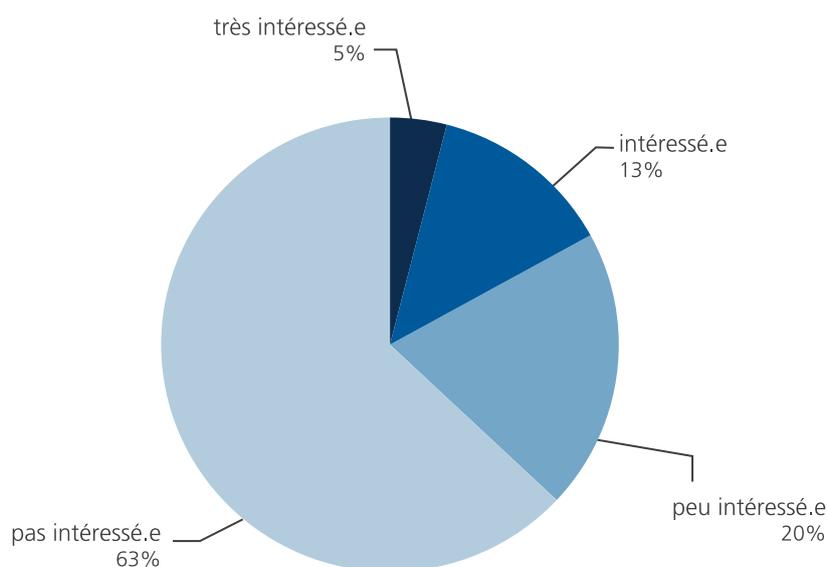
Les jeunes ne s'informent pas sur la politique (92%) contre uniquement huit pour cent qui disent s'informer activement. Leurs sources et moyens d'informations sont d'abord les réseaux sociaux (66%), ensuite la télévision (63%), suivie de conversations de face à face (41%) et enfin les sites web (35%). L'importance de l'internet et des réseaux sociaux exprime la confiance dans ces nouveaux moyens.

Pour les jeunes, la politique est associée d'abord au gouvernement (56%) ; ensuite aux partis politiques (32%), puis à la corruption (21%), aux problèmes (16%), 19 pour cent ne savent pas ; à l'engagement civil (11%) et enfin au pouvoir (9%).

Figure 31

Intérêt pour la politique

Est-ce que tu t'intéresses à la politique ?



Ces associations illustrent les représentations que les jeunes ont de la politique concernant les institutions (gouvernement, partis), des faits jugés péjorativement (corruption, problèmes) et la confusion entre politique et civisme (engagement civique). Ce dernier point est important à mettre en exergue pour les jeunes qui disent s'engager dans le social qu'ils considèrent totalement distinct de la politique partisane et du vote ponctuel durant les élections.

Figure 32

Associations avec « la politique »

Lorsque l'on utilise le mot politique, quelles sont les associations que tu fais ?

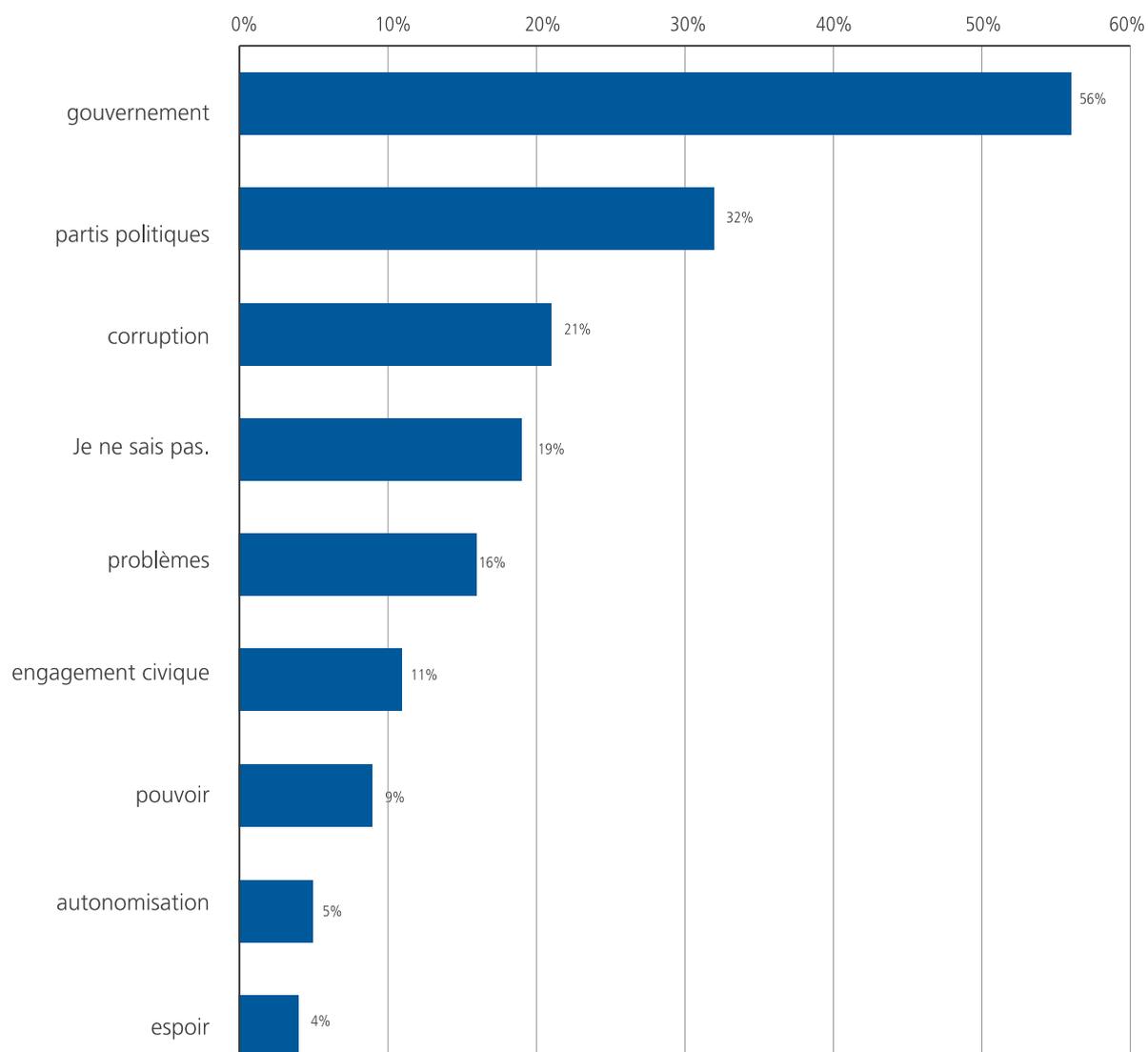
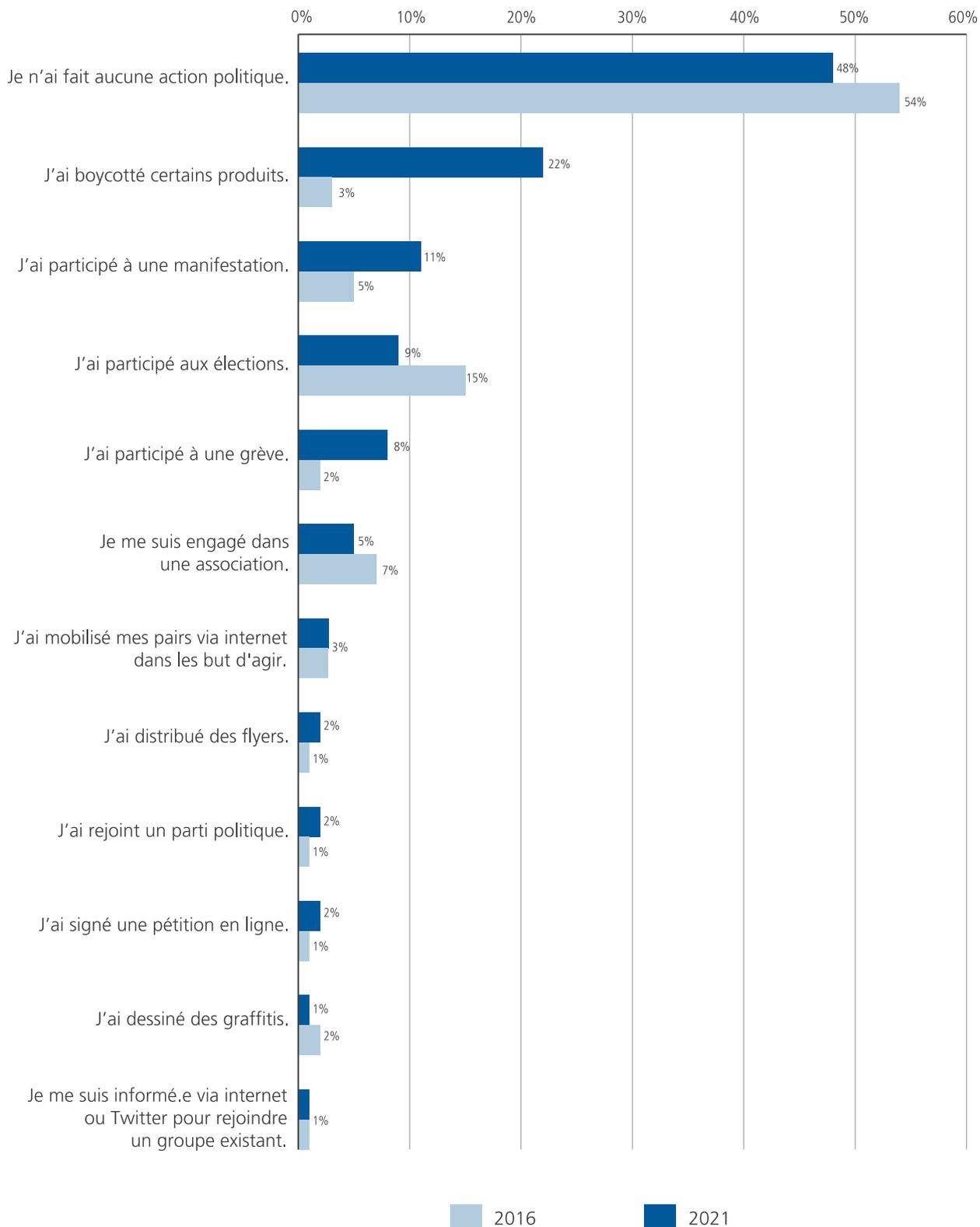


Figure 33

Actions politiques menées/ou auxquelles tu as participé

Quelles sont les actions que tu as déjà menées ou auxquelles tu as déjà participé ?



Une liste d'actions politiques a été proposée aux jeunes afin qu'ils/elles y choisissent celles qu'ils/elles seraient probablement amenés à envisager pour avoir un impact politique. L'action envisagée que les jeunes classent en premier est le boycott de certains produits (29%) avec une croissance (+14) comparée à l'étude de 2016. Le contexte du mouvement du boycott de trois produits (eau, lait et gaz) lancé via les réseaux sociaux en 2018 contre trois principales entreprises accusées de pratiquer des prix trop élevés a certainement motivé le choix de cette action en premier lieu par les jeunes répondant.es.

La seconde action envisagée c'est la participation aux élections (22%) ; suivie de l'engagement dans une association (18%), de la participation à une grève (15%) ; de la signature d'une pétition en ligne (13%) ; et enfin de la mobilisation des gens via internet pour agir (12%). Ces deux dernières actions procèdent de l'émergence du profil de ce qu'on appelle les « cyber citoyen.nes » qui utilisent internet et les réseaux sociaux comme un espace public alternatif. Ces profils ne sont pas forcément passés par les arcanes de la socialisation politique traditionnelle via les partis politiques. En effet, ils/elles ont globalement perdu confiance dans ces institutions et se saisissent des réseaux sociaux comme un espace alternatif d'une prise de parole longtemps réprimée et/ou déniée.

Les jeunes déclarent avoir participé au boycott de certains produits (22%) ; onze pour cent disent avoir participé à une manifestation ; neuf pour cent aux élections ; huit pour cent à une grève, 48 pour cent n'ont participé à aucune de ces actions listées.

Parmi les jeunes qui s'engagent, l'engagement porte sur les objectifs suivants : aider les populations pauvres et vulnérables (19%) ; les jeunes (19%) ; améliorer la vie dans leur quartier de résidence (18%) ; garantir la sécurité et l'ordre dans leur quartiers (16%) ; contribuer à un environnement meilleur et propre (15%) et enfin améliorer la situation des gens en situation de handicap (14%). Il est clair que les soucis des jeunes portent d'abord sur leur environnement immédiat (leur quartier de résidence) et sur les catégories de gens vulnérables. Cet engagement de proximité est perçu

globalement en soi comme associatif, en tout cas comme éloigné de la politique jugée par eux/elles comme étant traditionnelle.

D'autres thèmes d'engagement sont présentés aux jeunes pour exprimer leur engagement : ainsi ils/elles déclarent s'engager fréquemment pour : l'égalité des droits hommes/femmes (15%) ; pour des changements sociopolitiques dans le pays (14%) ; pour la culture/traditions du pays (14%) ; pour leur conviction religieuse (14%).

L'implication des jeunes se fait en dehors des institutions: 49 pour cent des engagés.es disent agir individuellement; 19 pour cent disent qu'ils le font de manière spontanée et non-institutionnelle. Deux types d'institutions émergent ensuite comme lieux de leur engagement, à savoir les associations (25%) et les groupes dans une école/université (24%). Ces résultats expliquent les perceptions des jeunes envers la politique, lorsqu'ils/elles disent ne pas s'y intéresser, mais en même temps ils s'engagent autrement. Ils/elles sont clairement porteurs/euses d'une conscience politique et d'un énorme potentiel d'agir politique qu'ils déploient dans d'autres lieux que leurs aînés.es.

Ceux et celles des jeunes qui ne s'engagent pas dans des projets sociaux présentent des raisons liées au manque d'initiatives dans leur entourage immédiat (55%) ; à la malgérance de ces projets (53%) ; à la non maîtrise de la destination des fonds de ces projets (52%) ; au coût de l'engagement (exprimé dans l'affirmation « j'ai déjà du mal à joindre les deux bouts ») pour (49%) ; à la nature du bénévolat de l'engagement qui ne donne pas de reconnaissance (40%) ; à l'idée que dans ces types de projets, le dernier mot revient aux hommes forts pour (48%) ; et enfin les jeunes déclarent que ces formes d'actions n'ont pas de perspectives à hauteur de (47%).

11

CONCLUSION

Les principaux résultats de cette étude démontrent la persistance de l'institution familiale comme valeur et comme lieu de support et de ressources. Les liens forts qu'elle assure aux jeunes leur garantissent une véritable assurance face aux aléas de la vie.

Malgré les différents problèmes auxquels les jeunes sont confronté.es (chômage, insécurité sociale, etc.), ils/elles sont dans l'ensemble satisfait.es et confiant.es dans leur situation actuelle. Ils/elles sont également globalement satisfait.es de la situation du pays.

Le rapport des jeunes à la politique est très faible. Comme déjà révélé par l'étude de 2016, ils /elles ont une perte de confiance dans les institutions politiques partisanes et gouvernementales, ne sont pas enclins au vote électoral. Cela dit, ils/elles s'investissent dans autres domaines d'action politique non-conventionnels (réseaux sociaux, pétitions, boycott, travail associatif et de proximité, etc.) où ils/elles

trouvent un rôle et une place ainsi que la reconnaissance de leurs compétences. Ceci engendre une soif de participation et d'autonomisation chez les jeunes qui espèrent avoir les ressources nécessaires afin de faire leurs choix de vie.

L'enquête révèle également des dynamiques d'individualisation de plus en plus visibles. Les jeunes sont de plus en plus décidé.es à faire des choix concernant leurs vies (choix du partenaire, planification familiale, religiosité, etc.) qui révèlent ainsi une émancipation des modèles dominants (matrimoniaux, face aux anciennes générations).

BIBLIOGRAPHIE

- Aboumalek, Mostafa** (1994) : Qui épouse qui ?, le mariage en milieu urbain. Afrique Orient, 1994.
- Aboumalek, Mostafa**, (2020) : Vivre solo. Le quotidien des célibataires casablancaises.
- Ait Mous, Fadma / Kadiri, Zakaria** (2021) : Les jeunes du Maroc. Comprendre les dynamiques pour un nouveau contrat social. Economia Book, Economia-HEM Research Center, Rabat.
- Ait Mous, Fadma/Ksikes, Driss** (2021) : « Les jeunes au Maroc, entre espaces publics et expressions culturelles », in Les jeunes du Maroc. Pp. 342-369)
- Ait Mous, Fadma/Bouasria, Leila/ Bossenbroek, Lisa/Ftouhi, Hind** (2021), Masculinités et transformations sociales au Maroc (working paper), Economia-HEM Research Center, Rabat, avec le soutien de l'UNESCO
- Ait Mous, Fadma/ Ksikes, Driss** (2016) : Le tissu de nos singularités : Vivre ensemble au Maroc. Ouvrage collectif.
- Bourdieu, Pierre** (1984) : « La « jeunesse » n'est qu'un mot » dans Bourdieu P., Questions de sociologie, Paris, Editions de Minuit, pp. 143-154.
- Cherkaoui, Mohamed** (2010) : L'ordre sociopolitique et la confiance dans les institutions au Maroc, Institut Royal des Etudes Stratégiques, Rabat.
- Commission spéciale sur le modèle de développement** (2021) : Le nouveau modèle de développement : libérer les énergies et restaurer la confiance pour accélérer la marche vers le progrès et la prospérité pour tous, rapport général ; https://www.csmd.ma/documents/Rapport_général.pdf
- Conseil Economique, Social et Environnemental** (2018) : Une nouvelle Initiative nationale intégrée pour la jeunesse marocaine. Saisine 23/2018 ; <http://www.cese.ma/media/2020/10/Initiative-nationale-pour-la-jeunesse.pdf>
- El Ayadi, Mohammed, Rachik, Hassan, Tozy, Mohamed** (2007), L'Islam au quotidien. Enquête sur les valeurs et les pratiques religieuses au Maroc, Casablanca, Prologues, coll : Religion et société.
- Gertel, Jörg / Hexel, Ralf** (2018): Coping with Uncertainty : Youth in the Middle East and North Africa. London: Saqi Books, <https://library.fes.de/pdf-files/iez/18100.pdf>
- Gertel, Jörg / Kreuer, David** (2021) : L'impact de la pandémie sur les jeunes. Une enquête auprès de « Jeunes leaders » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Friedrich-Ebert-Stiftung; <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/18327.pdf>
- Hegasy, Sonja** (2018) : Le social est une question politique. Une enquête auprès des jeunes Marocains, Étude FES sur les jeunes de la région MENA, Fondation Friedrich Ebert, <https://library.fes.de/pdf-files/iez/14975.pdf>
- Haut-Commissariat au Plan** (2022) : Note d'information à l'occasion de la journée internationale de la jeunesse du 12 août 2022 ; https://www.hcp.ma/Note-d-information-a-l-occasion-de-la-journee-internationale-de-la-jeunesse-du-12-aout-2022_a3563.html
- Rachik, Hassan** (2008) : Etudes sur les valeurs au Maroc, Institut Royal des Etudes Stratégiques, Rabat.
- Observatoire National du Développement Humain** (2021) : Rapport sur le développement humain et les jeunes au Maroc; <https://www.ondh.ma/fr/publications/rapport-sur-le-developpement-humain-et-les-jeunes-au-maroc>

LISTE DES FIGURES

- | | |
|---|--|
| <p>5 Figure 1
Âge</p> <p>6 Figure 2
État civil</p> <p>6 Figure 3
Jeune ou adulte</p> <p>7 Figure 4
Situation de vie</p> <p>8 Figure 5
Satisfaction globale de la vie dans le pays</p> <p>9 Figure 6
Evaluation de la classe familiale</p> <p>9 Figure 7
Type de logement</p> <p>10 Figure 8
Locataire ou propriétaire</p> <p>10 Figure 9
Articles disponibles</p> <p>11 Figure 10
Importance de la famille</p> <p>12 Figure 11
Trouver un.e partenaire</p> <p>13 Figure 12
Difficultés à trouver une partenaire- hommes</p> <p>13 Figure 13
Difficultés à trouver un partenaire- femmes</p> <p>14 Figure 14
Planification familiale</p> <p>15 Figure 15
Religiosité</p> <p>16 Figure 16
La religion en tant qu'affaire privée</p> <p>16 Figure 17
L'Islam dans la vie publique</p> <p>17 Figure 18
Groupe mixte</p> <p>18 Figure 19
Relations entre les genres</p> <p>19 Figure 20
Répartition des richesses entre les générations</p> <p>20 Figure 21
Évaluation des droits individuels</p> <p>21 Figure 22
Anxiétés</p> <p>22 Figure 23
Changement climatique</p> <p>23 Figure 24
Stabilité de la vie personnelle</p> | <p>24 Figure 25
Avenir personnel</p> <p>25 Figure 26
Plans d'émigration personnels</p> <p>26 Figure 27
Région cible de l'émigration</p> <p>27 Figure 28
Système politique</p> <p>28 Figure 29
Confiance institutionnelle</p> <p>29 Figure 30
Rôle de l'Etat</p> <p>30 Figure 31
Intérêt dans la politique</p> <p>31 Figure 32
Association avec « la politique »</p> <p>32 Figure 33
Actions politiques menées / ou auxquelles tu as participé</p> |
|---|--|

À PROPOS DE L'AUTEURE

Fadma Ait Mous est Professeure de Sociologie à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Aïn Chock de l'Université Hassan II de Casablanca. Elle est titulaire d'un Doctorat en Sciences politiques, de l'Université Hassan II Casablanca. Ses travaux de recherche portent sur les questions liées aux identités collectives et aux mouvements sociaux, aux thèmes de nation et nationalisme, histoire et mémoire, dynamiques sociales et rapports de genre, jeunes et pratiques culturelles, ethnographies des espaces de participation et migration féminine au Maroc.

À PROPOS DE L'ÉTUDE SUR LA JEUNESSE

La Fondation Friedrich Ebert (FES) considère que les jeunes femmes et hommes jouent un rôle déterminant dans le développement démocratique de la région et souhaite renforcer leur potentiel à initier des changements dans le monde de la politique et dans l'ensemble de la société. Sur la base des résultats d'une enquête à long terme, lancée en 2016, la FES se propose de donner un aperçu de la situation des jeunes dans la région MENA.

En 2021, la FES a lancé sa deuxième enquête représentative à grande échelle en Algérie, en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Maroc, en Palestine, au Soudan, auprès des réfugiés syriens au Liban, ainsi qu'en Tunisie et au Yémen. Avec les 1 000 entretiens approfondis menés pour chaque pays, l'Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord génère une vaste base de données de réponses à environ 200 questions concernant le parcours personnel des personnes interrogées et leurs points de vue sur une variété de sujets.

IMPRESSION

Friedrich-Ebert-Stiftung | Bureau Maroc
9 Rue Hamza, B.P 1769
Agdal, 10080 Rabat
Maroc
<https://maroc.fes.de/>

Commande de publications
fes@fes.org.ma

Supervision scientifique
David Kreuer, Friederike Stolleis

Relecture
Amel Lafif-Jedidi

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.